



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 MARS 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MARCH 27th, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont prié d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Brodeur Cycle & Sport Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1948, constituant en corporation: Arnold Ricci, Médéric Romanelli et Joseph Romanelli, industriels, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, acheter, importer, exporter, et sans restriction commercer tous objets ou articles se rapportant directement ou indirectement à l'exercice et à la pratique de tous sports ou exercices physiques, sous le nom de "Brodeur Cycle & Sport Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8708, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Brodeur Cycle & Sport Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1948, incorporating: Arnold Ricci, Médéric Romanelli, and Joseph Romanelli, manufacturers, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy, import, export, and without any restriction, deal in all objects or articles directly or indirectly connected with the exercise and practice of sports or physical exercises, under the name of "Brodeur Cycle & Sport Limited" with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 8708 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Canbritex Company Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq février 1948, constituant en corporation: Harvey Castel, Harry Hymovitch, marchands, Gladys Kussner Castle, épouse séparée de biens de Harvey Castel et dûment autorisée par lui et Philip S. Garonce, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de manufacturiers, négociants et marchands de caoutchouc, gutta percha, cuir et lainages, cotonnades, soieries, toiles et tous tissus textiles de toutes sortes, cellulose, celluloïde ou autres matières semblables, produits textiles, produits chimiques, composés, vêtements et habits pour hommes, dames et enfants, vêtements et marchandises imperméables, marchandises sèches, marchandises à la verge, sous le nom de "Canbritex Company Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 80 actions ordinaires de \$100 chacune et en 320 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 916 rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Grenache Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt février 1948, constituant en corporation: Emé Lacroix, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Emile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs, manufacturiers, vendeurs, agents ou représentants de tous produits de la ferme, quelconques, de crèmerie, boulangerie, fromagerie, crème glacée, laiterie et produits similaires ou analogues ou s'y rattachant, sous le nom de "Grenache Inc.", avec un capital de \$300,000 divisé en 1,500 actions privilégiées "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune, de 1,000 actions privilégiées "B" d'une valeur au pair de \$100 et de 5,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10.

Le siège social de la compagnie sera en la municipalité de Saint-Damien, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hôtel Disraéli Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six février 1948, constituant en corporation: Lavery Sirois, notaire, Madeleine Bernier, secrétaire, tous deux de la cité de Québec, et Pauline Davignon, secrétaire, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Canbritex Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1948, incorporating: Harvey Castel, Harry Hymovitch, merchants, Gladys Kussner Castle, wife separate as to property of Harvey Castel, and duly authorized by him, and Philip S. Garonce, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers, dealers of and in rubber, gutta percha, leather and woollen goods, cottons, silks, linens, and all textile fabrics of all kinds, cellulose, celluloid, or other similar material, textiles, chemicals, compositions, men's, ladies', and children's wearing apparel and clothing, waterproof garments and waterproof goods, dry goods, yard goods, under the name of "Canbritex Company Ltd", with a capital stock of \$40,000 divided into 80 common shares of \$100 each, and 320 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 916 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Grenache Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1948, incorporating: Emé Lacroix, K.C., advocate, of the Town of Mount Royal, Emile Pelletier, advocate, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of producers, manufacturers, vendors, agents or representatives of all kinds of farm products, all kinds of creamery, butter and cheese factory and dairy products, ice cream and similar products connected therewith, under the name of "Grenache Inc.", with a capital stock of \$300,000 divided into 1,500 class "A" preferred shares of a par value of \$100 each, and 1,000 class "B" preferred shares of a par value of \$100 each, and 5,000 common shares of a par value of \$10.

The head office of the company will be in the municipality of Saint-Damien, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hôtel Disraéli Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1948, incorporating: Lavery Sirois, notary, Madeleine Bernier, secretary, both of the city of Quebec, and Pauline Davignon, secretary, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer, exercer le commerce d'hôtel, avec tous les privilèges attachés à ce genre de commerce, sous le nom de "Hôtel Disraéli Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en mille actions sans valeur au pair ou nominale. Et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,000.

Le siège social de la compagnie sera à Disraéli, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hurtubise et St Cyr Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1948, constituant en corporation: Philippe Beauregard, Joseph-Alfred Ethier, de la cité de Montréal, et Maurice Trudeau, de la cité d'Outremont, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

D'agir comme agents d'assurance ou courtiers en assurance, pour le placement de tous les genres d'assurances, et d'agir comme agents ou représentants de toute personne ou corporation qui a des intérêts dans les affaires d'assurance sujet à la Loi des Assurances de Québec et aux règlements faits sous son empire;

De faire des affaires de compagnie de placement, sous le nom de "Hurtubise et St-Cyr Limitée", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Joy Footwear Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1948, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, Jacob L. Wasserman et Bernard S. Diamond, tous avocats, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter des bottes, chaussures, claques, pantouffles pour hommes et enfants, du cirage à chaussures, cuir et crépins de toute sorte et description et toute machine, outil ou appareil utilisé dans la fabrication ou la vente d'iceux, sous le nom de "Joy Footwear Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Corporation des Propriétaires de Taxis de Montmagny

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de

To promote, organize, direct, manage and carry on the hotel business, with all the privileges attached to such business, under the name of "Hôtel Disraéli Ltée".

The capital stock of the company is divided into one thousand shares having no nominal or par value. And the amount of capital stock with which the company will commence operations is \$5,000.

The head office of the company will be at Disraéli, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hurtubise et St Cyr Limitee

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1948, incorporating: Philippe Beauregard, Joseph Alfred Ethier, of the city of Montreal, and Maurice Trudeau, of the city of Outremont, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as insurance agents or insurance brokers, for investment in all kinds of insurance, and to act as agents or representatives of any person or corporation who has interests in insurance business subject to the Quebec Insurance Act and enactments under its authority;

To carry on the business of an investment company, under the name of "Hurtubise et St-Cyr Limitée", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Joy Footwear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1948, incorporating: Louis Orenstein, Bernard S. Mergler, Jacob L. Wasserman and Bernard S. Diamond, all advocates, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, and export men's and children's boots, shoes, rubbers, slippers, shoe polish, leather and leather findings of every description and kind and any machine, tool or appliance used in the manufacture or sale thereof, under the name of "Joy Footwear Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Corporation des Propriétaires de Taxis de Montmagny

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er mars 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Proculus Giasson, fils, Germain Laberge, Paul Casault, Armand Paquet, et Amédée Langlois, tous charretiers, de Montmagny, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Réunir les propriétaires d'automobiles de louage ou d'auto-taxi en association dans un but social, sportif et professionnel, sans intention de faire un gain pécuniaire, sous le nom de "La Corporation des Propriétaires de Taxis de Montmagny".

La corporation ne permettra pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté et la corporation n'aura pas le droit de demander, d'obtenir ou d'exploiter une licence de la Commission des Liqueurs de Québec.

Les biens immobiliers, que pourra acquérir et posséder la corporation, sont limités à une valeur totale de cinq mille (\$5,000) dollars.

Le siège social de la corporation sera en la ville de Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Rodolphe Laplante, employé civil, Henri Lallier, chef du secrétariat, de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, Léonce Desgagné, architecte, de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, Maurice Gélinas, courtier d'assurances, des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, Rodolphe Fournier, notaire, d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, et Valmore Olivier, chirurgien-dentiste, de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Accroître l'efficacité de l'action des Sociétés Saint-Jean-Baptiste et des autres sociétés nationales, par la collaboration et l'action concertée sous le nom de "La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**L'Association des Grossistes en Fruits et Légumes du Québec
Wholesale Fruit & Vegetable Association**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Ar-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Proculus Giasson, junior, Germain Laberge, Paul Casault, Armand Paquet and Amédée Langlois, all carters, of Montmagny, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To unite into an association the owners of automobiles for hire or of auto-taxis, for a social, sportive and professional purpose, without any intention of pecuniary gain, under the name of "La Corporation des Propriétaires de Taxis de Montmagny".

The corporation shall not permit gambling, games of chance nor combined games of chance and skill and the corporation shall not be entitled to apply for, secure or operate a license from the Quebec Liquor Commission.

The immovable property which the corporation may acquire and own shall be limited to a total value of five thousand dollars (\$5,000).

The head office of the corporation will be in the town of Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Rodolphe Laplante, civil servant, Henri Lallier, chief secretary, of the city of Quebec, judicial district of Quebec, Léonce Desgagné, architect, of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, Maurice Gélinas, insurance broker, of Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, Rodolphe Fournier, notary, of Iberville, judicial district of Iberville, and Valmore Olivier, dental surgeon, of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To enhance the efficiency of the action of the Saint-Jean-Baptiste Societies and of other national societies, by means of collaboration and concerted action, under the name of "La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec".

The amount to which the value of the immovable property (or the annual revenue from) which the corporation may hold is to be limited, is fifty thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**L'Association des Grossistes en Fruits et Légumes du Québec
Wholesale Fruit & Vegetable Association**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1948, incorporating: without share capital: Arthur Crelinsten, F. R. Blair,

thur Crelinsten, F. R. Blair, A. F. Pelletier, H. Botner, J. Matlin, Gerald Lerner, I. Kother, Sam Blumstein, Ben Karpman, E. Larin, marchands de fruits, et George Saul, courtier en fruits, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Unir en une organisation mutuelle et coopérative les personnes, firmes ou corporations travaillant, dans la province de Québec, comme marchands en gros, receveurs de marchandises au char, marchands en détail au char et courtiers en fruits et en légumes dans le but de protéger leurs intérêts commerciaux, sous le nom de "L'Association des Grossistes en Fruits et Légumes du Québec — Wholesale Fruit & Vegetable Association".

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lionel Daoust, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1948, constituant en corporation: Ignace J. Deslauriers, Wilfrid-A. Duranceau, avocats, et Bernard Goyette, huissier, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois sous toutes ses formes;

Manufacturer, fabriquer, ouvrir, assembler, importer, exporter, faire le commerce de matériaux de construction, de portes, chassis, meubles, jouets et autres objets dans lesquels entre le bois ou ses produits ou sous-produits;

Acquérir le commerce exercé à Ville Lasalle, Québec, par monsieur Lionel Daoust;

Le nom de la présente compagnie est: "Lionel Daoust, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mack Sporting Club Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Peter Gunter, gérant d'usine, Roger McKergow, gérant du personnel, et Frank Graves, comptable, tous de Waterloo, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Organiser, encourager, aider, développer, diriger, gérer et exploiter des événements athlétiques, sociaux et sportifs, sous le nom de "Mack Sporting Club Incorporated".

La présente incorporation n'accorde pas le pouvoir d'obtenir et détenir tout permis de la Commission des liqueurs de Québec et les pouvoirs de la compagnie ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

A.-F. Pelletier, H. Botner, J. Matlin, Gerald Lerner, I. Kotler, Sam Blumstein, Ben Karpman, E. Larin, fruit merchants, and George Saul, fruit broker, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite into a mutual and co-operative organization, persons, firms or corporations engaged in the Province of Quebec as wholesale dealers, carlot receivers, retail dealers in carlots, and brokers in fruits and vegetables for the purpose of protecting their trade and commercial interests, under the name of "L'Association des Grossistes en Fruits et Légumes du Québec — Wholesale Fruit & Vegetable Association".

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lionel Daoust, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1948, incorporating: Ignace J. Deslauriers, Wilfrid A. Duranceau, advocates, and Bernard Goyette, bailiff, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in lumber in all lines of same;

To manufacture, make, fashion, assemble, import, export and deal in building requisites, doors, sashes, furniture, toys and other objects into which wood or its products or by-products may enter;

To acquire the business carried on at Ville Lasalle, Quebec, by Mr. Lionel Daoust;

The name of the present company is: "Lionel Daoust, Limitée".

The amount of capital stock of the company is \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville Lasalle, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mack Sporting Club Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1948, incorporating without share capital: Peter Gunter, plant manager, Roger McKergow, personnel manager and Frank Graves, accountant, all of Waterloo, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To organize, promote, aid, develop, conduct, manage and operate athletic, social and sporting events, under the name of "Mack Sporting Club Incorporated".

The present incorporation is not empowered to obtain and hold any license from the Quebec Liquor Commission and the powers of the company do not permit gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed;

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Waterloo, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Martz Meat Market Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept février 1948, constituant en corporation: Joseph Martz, marchand, Max Sidney Kaufman, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Leonore Glovinsky, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'un marché de viande et faire le commerce de viande, épicerie, poisson, conserves, céréales, fruits, légumes, aliments et produits comestibles d'aucune sorte et description, sous le nom de "Martz Meat Market Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5823 avenue Park, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Meunerie Antoine Guertin Ltée — Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1948, constituant en corporation: Jean Trudel, Eugène Simard, conseils en Loi du Roi, et Yves Laurier, avocats, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une meunerie, faire le commerce de toutes espèces de grain de mouture, de tous les sous-produits de grain et de mouture, de tous les produits qui entrent dans les compositions ou mélanges de grains et de moulées ainsi que de tous les produits et sous-produits que les meuniers ont l'habitude de vendre;

L'objet de la présente corporation est d'acquies l'industrie de meunier actuellement exploitée à St-Pie, comté de Bagot, par Antoine Guertin;

Le nom de la présente compagnie est "Meunerie Antoine Guertin Ltée — Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$200,000 divisé en 2,000 actions de \$100.

Ce capital-actions de 2,000 actions est divisé 1,500 actions privilégiées et 500 actions ordinaires.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pie, comté de Bagot, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is \$25,000.

The head office of the Corporation will be at Waterloo, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Martz Meat Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1948, incorporating: Joseph Martz, merchant, Max Sidney Kaufman, advocate, both of the city of Montreal, and Leonore Glovinsky, stenographer, fille majeure, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of a meat market, and to deal in meats, groceries, fish, canned goods, cereals, fruits, vegetables, food and edibles of every kind and description, under the name of "Martz Meat Market Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5823 Park Avenue, City of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Meunerie Antoine Guertin Ltée — Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1948, incorporating: Jean Trudel, Eugène Simard, King's Counsel, and Yves-Laurier, advocates, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a mill and carry on the grinding of all kinds of grain, the by-products of grain and of grindings and all the products which may enter into the composition or blending of grain and of "moulée" (feed), as well as all the products usually sold by millers;

The purpose of the present corporation is to acquire the milling industry actually carried on at St-Pie, county of Bagot, by Antoine Guertin;

The name of the present company is "Meunerie Antoine Guertin Ltée — Ltd."

The amount of the capital stock of the company is \$200,000 divided into 2,000 shares of \$100 each.

The capital stock of 2,000 shares is divided into 1,500 preferred shares and 500 common shares.

The head office of the company will be at Saint-Pie, county of Bagot, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Phelan, Destrempes & Reynolds Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit février 1948, constituant en corporation: Frederick Kirkland Stevenson, notaire, de la cité de Westmount, Charles-Henry Wayland, Ivanhoe Bissonnette, Gaston Gratton, notaires, et Leonard Charles Bull, commis, tous quatre de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers d'assurances, évaluateurs d'assurances, estimateurs d'assurances et agir comme agents d'assurance feu, vie, maritime, d'accident, garantie, indemnité et de toutes autres sortes, comme agents pour des compagnies de garantie ou d'indemnité et exercer le commerce de courtiers de douanes, courtiers d'actions et agents à commission, agents d'immeubles et toutes autres sortes d'agents ou courtiers; l'exercice d'aucun des pouvoirs contenus dans le paragraphe précédent sera sujet au consentement du Surintendant des assurances de la province de Québec si nécessaire.

Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Phelan, Destrempes & Reynolds Limited", avec un capital de \$110,000 divisé en 2,000 actions privilégiées de \$50 chacune et en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Saillant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mars 1948, constituant en corporation: L.-E.-Langis Galipeault, C.R., Jacques Galipeault, C.R., avocats, et Jeanne Déchéne, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, entrepreneurs en plomberie et accessoires sanitaires, chauffage et ventilation, entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Saillant Inc.", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Tricots Lainart Incorporée
Lainart Hosiery Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit février 1948, constituant en corporation: Gaston Taillefer, Mario Laurier, avocats, et Jeannette DesTroismaisons, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Phelan, Destrempes & Reynolds Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1948, incorporating: Frederick Kirkland Stevenson, notary, of the city of Westmount, Charles-Henry Wayland, Ivanhoe Bissonnette, Gaston Gratton, notaries, and Leonard Charles Bull, clerk, all four of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, insurance adjusters, insurance underwriters, and to act as agents for fire, life, marine, accident, guarantee, indemnity and all other kinds of insurance, guarantee or indemnity companies and to carry on the business of custom house brokers, stock brokers and commission agents, real estate agents and all other kinds of agents or brokers; the exercise of any of the powers contained in the foregoing paragraph shall be subject to the approval of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec whenever necessary.

To erect buildings and deal in building material, under the name of "Phelan, Destrempes & Reynolds Limited", with a capital stock of \$110,000 divided into 2,000 preferred shares of \$50 each, and 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Saillant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1948, incorporating: L. E. Langis Galipeault, K.C., Jacques Galipeault, K.C., advocates, and Jeanne Déchéne, stenographer, spinster, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, plumbing contractors and deal in sanitary supplies, heating and ventilation equipment and act as general contractors and builders, under the name of "Saillant Inc.", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Tricots Lainart Incorporée
Lainart Hosiery Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of February, 1948, incorporating: Gaston Taillefer, Mario Laurier, advocates and Jeannette DesTroismaisons, stenographer, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exploiter l'industrie de manufacturiers, le commerce d'acheteurs et vendeurs de vêtements de toutes descriptions, sous le nom de "Tricots Lainart Incorporée — Lainart Hosiery Incorporated".

Le capital-actions autorisé de la compagnie sera ainsi repartit: 20,000 actions sans valeur au pair et la compagnie commencera ses opérations avec le montant de \$100,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit février 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Wolf Underwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre février 1948, constituant en corporation: John Marmen, marchand, Jacques Carrette, voyageur, tous deux de Lévis, et Elzéar Montmigny, manufacturier, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturier, marchand de vêtements, marchandises sèches, produits textiles de toutes sortes, fourrures, chapeaux, sous le nom de "Wolf Underwear Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre février 1948.

L'Assistant-procureur général,
21704-o L. DÉSILETS.

Charles-A. Giguère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mars 1948, constituant en corporation: Charles-A. Giguère, Paul-Emile Jobin, industriels, et Gérard LeMay, avocat, C.R., tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre, manufacturer des chaussures, des articles en cuir, caoutchouc, plastique, matériel quelconque, de toutes espèces, sortes et descriptions, sous le nom de "Charles-A. Giguère Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mars 1948.

L'Assistant-procureur général,
21737-o L. DÉSILETS.

To carry on the manufacturing industry, the business of buyers and sellers of clothing of every description, under the name of "Tricots Lainart Incorporée — Lainart Hosiery Incorporated".

The authorized capital stock of the company shall be so divided: 20,000 shares without par value and the company shall begin its operations with an amount of \$100,000.

The head office of the company will be at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Wolf Underwear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of February, 1948, incorporating: John Marmen, merchant, Jacques Carrette, traveller, both of Levis, and Elzéar Montmigny, manufacturer, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer of and dealer in wearing apparel, dry goods, textile products of all kinds, furs, hats, under the name of "Wolf Underwear Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100.

The head office of the company will be at Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,
21704 Deputy Attorney General.

Charles-A. Giguère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1948, incorporating: Charles A. Giguère, Paul-Emile Jobin, manufacturers, and Gérard LeMay, advocate, K.C., all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of selling and manufacturing footwear, leather goods and articles of rubber, plastic and other material of any kind, sort or description, under the name of "Charles-A. Giguère Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1948.

L. DÉSILETS,
21737 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 260202. Marguerite Bonin, épouse commune en biens du défendeur, industriel, des cité et district de Montréal, demanderesse, vs Germain Dulude, du même lieu, défendeur.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 260202. Marguerite Bonin, wife common as to property of the defendant, manufacturer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Germain Dulude, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 mars 1948.
Montréal, le 18 mars 1948.

Le Procureur de la demanderesse,
21707-o LORENZO CAMIRAND.

An action for separation as to property was instituted in this case on the 11th of March, 1948.
Montreal, March 18, 1948.

LORENZO CAMIRAND,
21707 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 260329. Dame Marguerite Mongrain, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Henri Cecyre, des mêmes lieux, restaurateur, demanderesse, vs Henri Cecyre, de la cité de Verdun, district de Montréal, restaurateur, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 mars, 1948.
Montréal, ce 22 mars, 1948.

Les Avocats de la demanderesse,
21731-o LAVERY & GUAY.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 260329. Dame Marguerite Mongrain, of the city of Verdun, wife common as to property of Henry Cecyre of the city of Verdun, district of Montreal, restaurant-keeper, defendant.

An action for separation as to property was instituted in this case on March 22, 1948.
Montreal, March 22, 1948.

LAVERY & GUAY,
21731 Attorneys for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 360

Québec, le 18 mars 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT le tarif des régistateurs.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 38 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1941, chapit re 319), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les tarifs des honoraires que doivent recevoir les régistateurs pour les divers services rendus par eux et que ces honoraires sont alors substitués à ceux fixés par l'article 35 de ladite loi ou par toute autre disposition;

ATTENDU que, vu l'entrée en vigueur, à compter du 1er mai 1948, de la Loi concernant le mode et les formalités de l'enregistrement, sanctionnée le 6 février 1948, il y a lieu de changer certains items du tarif actuel des régistateurs.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Procureur général:—

1° QUE l'article 1 du tarif des régistateurs édicté par l'arrêté en conseil numéro 1174, du 24 juillet 1947, soit remplacé par le suivant:

"1. Pour le dépôt de tout titre ou document enregistré par dépôt (2133 Code civil) ou pour le dépôt du bordereau (2136 Code civil) d'un titre ou document enregistré par bordereau, si le nombre de mots compris dans tel titre ou document enregistré par dépôt ou dans tel bordereau d'un titre ou document enregistré par bordereau n'excède pas quatre cents: \$2.00

Pour chaque cent mots additionnels, tout nombre moindre que cent mots devant compter comme cent mots: \$0.10.

Les honoraires ci-dessus prévus ne sont pas exigibles pour le dépôt du certificat du contrôleur du revenu de la province, ni pour le dépôt du certificat du percepteur des droits sur les successions, lesquels dépôts sont sujets aux honoraires fixés par l'article 7a de ce tarif; ni pour le dépôt, pour enregistrement par dépôt, d'un acte d'hypothèque, de nantissement ou de gage autorisé par la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280), lequel dépôt est sujet aux honoraires fixés par l'article 306 de ce tarif.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 360

Quebec, March 18, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the tariff of Registrars.

WHEREAS in virtue of section 38 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may make tariffs of fees to be taken by registrars, for the several services and duties performed by them, and such fees shall then be substituted for those fixed by section 35 of the said Act or by any other enactment;

WHEREAS in view of the coming into force, as from the 1st of May, 1948, of the Act respecting the mode and formalities of registration, sanctioned on the 6th of February, 1948, it is expedient to change certain items of the actual tariff of registrars;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Attorney General:

1. THAT section 1 of the tariff of registrars enacted by order in council No. 1174, of the 24th of July, 1947, be replaced by the following:

"1. For the fying of any deed or document registered by deposit (2133 Civil Code) or for the fying of a memorial (2136 Civil Code) of a deed or document registered by memorial, if the number of words contained in the said deed or document registered by deposit or in such memorial of a deed or document registered by memorial does not exceed four hundred words: \$2.00

For each additional hundred words, any number less than one hundred words to be counted as one hundred: \$0.10.

The fees set forth above are not eligible for the fying of the certificate from the Comptroller of Provincial Revenue, nor for the fying of the certificate from the collector of succession duties, such deposits are subject to the fees fixed by section 7a of the said tariff; nor for the fying for registration by deposit, of any deed of hypothec, mortgage or pledge authorized by the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280), the same being subject to the fees fixed by section 306 of the said tariff.

Pour le certificat d'enregistrement sur l'un des extraits, l'une des copies ou l'un des originaux présentés pour enregistrement par dépôt (2133 et 2134 Code civil), ou sur la copie ou l'original du document enregistré par bordereau (2145 Code civil), y compris la collaboration de ces extraits, copies et originaux: \$0.50";

2° QUE l'article 2 du tarif des registrateurs, édicté par l'arrêté en conseil numéro 1174, du 24 juillet 1947, soit abrogé;

3° QUE l'article 30a du tarif des registrateurs, édicté par l'arrêté en conseil numéro 286, du 19 mai 1906, soit remplacé par le suivant:

"30 a) Pour la collation d'un extrait, d'une copie ou d'un double, autre que les extraits, copies ou doubles prescrits par les articles 2133 et 2134 du Code civil, sur lequel il est nécessaire d'apposer un certificat: \$0.25";

4° QUE, conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article 38 de la Loi des bureaux d'enregistrement, l'arrêté en conseil qui sera adopté à la suite de la présente proposition de l'honorable Procureur général soit publié dans la Gazette officielle de Québec et ait son effet à compter du 1er mai 1948.

A. MORISSET,
21705-0 Greffier du Conseil Exécutif.

For the certificate of registration on one of the extracts, of one of the copies or of one of the originals presented for registration by deposit (2133 and 2134 Civil Code) or on the copy of the original of a document registered by memorial (2145 Civil Code), including the comparing of said extracts, copies and originals: \$0.50

2. THAT section 2 of the tariff of registrars enacted by order in council No. 1174, of the 24th of July, 1947, be repealed;

3. THAT section 30a of the tariff of registrars, enacted by order in council No. 286, of the 19th of May, 1906, be replaced by the following:

"30a For the comparing of an extract, of a copy or of a duplicate, other than the extracts, copies or duplicates prescribed by articles 2133 and 2134 of the Civil Code, upon which it is necessary to affix a certificate: \$0.25"

4. THAT, pursuant to the provisions of the third paragraph of section 38 of the Registry Office Act, the order in council to be adopted following the present recommendation of the Honourable the Attorney General, be published in the Quebec Official Gazette and come into effect as from the 1st of May, 1948.

A. MORISSET,
21705 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 379

Québec, le 18 mars 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la révocation des arrêtés en conseil numéros 894-27, 2096-27 et 1255-28 relatifs au jalonnement de claims miniers.

ATTENDU qu'en vertu d'arrêtés en conseil, l'un en date du 6 juin 1927, No 894, un deuxième en date du 24 novembre de la même année, No 2096, et un troisième en date du 18 juillet, 1928, No 1244, les lots numéros 32 rang IX et 33 rang X du canton de Courville, ainsi que les lots numéros 31 et 32 du rang IX et 30, 31 et 32 du rang X, canton de Privat, comté d'Abitibi Est, avaient été réservés et soustraits au jalonnement de claims miniers à la demande du Ministère de la Voirie, qui avait besoin, pour la construction de ses routes, des dépôts de sable et de gravier qui se trouvaient sur ces lots;

ATTENDU que postérieurement, il fut décrété par la loi 22 Georges V, chapitre 42, article 3, que les sables et gravier utilisés pour mortier et béton, confection ou réparation de chemins, remblais ou toutes autres fins de construction en général, ne seraient plus considérés comme des mines et minerais aux termes de la Loi des mines;

ATTENDU qu'il n'y a plus lieu de maintenir les dispositions des arrêtés en conseil susdits.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Mines:—

QUE les trois arrêtés en conseil susdits soient révoqués et que les lots y mentionnés soient réouverts à la prospection.

A. MORISSET,
21706-0 Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 379

Quebec, March 18, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the revoking of orders in council Nos. 894-27, 2096-27 and 1255-28 respecting the staking of mining claims.

WHEREAS in virtue of orders in council, the first dated the 6th of June, 1927, No. 894, a second dated the 24th of November of the same year, No. 2096, and a third dated the 18th of July, 1928, No. 1244, lots numbers 32 range IX and 33 range X of the township of Courville, and also lots Nos. 31 and 32 of range IX and 30, 31 and 32 of range X, township Privat, county of Abitibi East, were reserved and restrained from the staking out of mining claims at the request of the Department of Roads, who needed the sand and gravel deposits on said lots, for the building of roads;

WHEREAS later it was enacted by the Act 22 George V, chapter 42, section 3, that the sand and gravel used for mortar and concrete, road making or road repairing, embankments or any other building purposes generally, be no longer considered as mines and minerals under the terms of the Mining Act;

WHEREAS it is no longer necessary to maintain the provisions of the aforesaid orders in council.

IT IS CONSEQUENTLY ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Mines:—

THAT the three orders in council above mentioned be revoked and that the lots mentioned therein be reopened for prospecting.

A. MORISSET,
21706 Clerk of the Executive Council.

Assemblée

Meeting

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Avis aux actionnaires

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle sera tenue aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", à Montréal, mercredi le 21 avril 1948, à midi, pour élire deux directeurs représentant les obligataires et pour la transaction de toute autre affaire qui pourrait être régulièrement soumise à ladite assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars peuvent assister et voter à l'assemblée.

Montréal, 1er mars 1948.

21725-13-3 Le Secrétaire,
C. NIDEROST, C.R.

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

Notice to Stockholders

Notice is hereby given that the Annual General Meeting will be held at the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 21st April 1948, at 12 o'clock noon, to elect two directors representing the Security Holders, and for such other business as may properly come before the said meeting.

Stockholders of record on the 1st March may attend and vote.

Montreal, 1st March 1948.

21725-13-3-0 C. NIDEROST, K.C.,
Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Canada, province de Québec, district de Beauce.

Avis est par les présentes donné que le conseil de la Municipalité du village de St-Georges-Ouest, dans le comté de Beauce, à l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil afin de faire ériger son territoire actuel en municipalité de ville, sous le nom de "Ville St-Georges-Ouest", ceci en vertu de la loi des cités et villes, chapitre 233 des Statuts Refondus de Québec; que les limites de la nouvelle municipalité soient les mêmes que celles qui existent actuellement pour la municipalité du village de St-Georges-Ouest; que la population telle que constatée par le certificat assermenté des recenseurs est de deux mille sept cent cinquante-neuf (2759) âmes.

St-Georges de Beauce, le 15 Mars 1948.

21687 12-4-0 Le Procureur du requérant,
RODOLPHE LAFLAMME.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce.

Notice is hereby given that the Council of the Municipality of the "Village de St-Georges-Ouest" in the county of Beauce, intends to apply to the Lieutenant-Governor in Council to have its actual territory erected into a town municipality, under the name of "Ville St-Georges-Ouest", and such, pursuant to the Cities and Towns Act, chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec; That the limits of the new municipality be the same as those actually existing for the municipality of the Village de St-Georges-Ouest; that the population, as set forth by the sworn certificate of the censurers, is of two thousand seven hundred and fifty-nine souls. (2759).

St-Georges-de-Beauce, March 15, 1948.

21687-12-4-0 RODOLPHE LAFLAMME,
Attorney for the applicant.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 18 mars 1948, approuvé les règlements comprenant les articles 1 à 22 inclusivement de "La Société d'Optométrie de Montréal", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 6 octobre 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 mars 1948.

21709-0 Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on March 18, 1948, approved the by-laws, including articles 1 to 22 inclusively, of "La Société d'Optométrie de Montréal" as adopted at the general meeting held October 6, 1947, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 19, 1948.

21709 Acting Under Secretary of the Province.
RAOUL-E. FONTAINE,

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 13 mars 1948, la fin de l'existence corporative du "Syndicat Catholique National des Employés de Aviv Textile, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 mars 1948.

21717-0 Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on March 13, 1948, enacted the termination of the corporate existence of the "Syndicat Catholique National des Employés de Aviv Textile, Inc." and such in conformity with the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 19, 1948.

21717 Acting Under Secretary of the Province.
RAOUL-E. FONTAINE,

CORPORATION MUNICIPALE DU CANTON BAGOT
(PARTIE NORD-OUEST.) COMTÉ DE
CHICOUTIMI

MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF
BAGOT (NORTH-WEST PART), COUNTY OF
CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement No 48, ont été tirées au sort :

Dénominations de \$100. Nos C-2, 7, 8, 20, 32, 35, 37, 41, 44, 62, 76, 98, 108, 115, 120 et 139.

Dénominations de \$500. Nos D-1, 7, 25, 31, 37, 55, 89, 98, 105, 108, 114, 117, 139, 141, 143, 147, 152 et 154.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er mai 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
21708-o NAP.-ALFRED TREMBLAY.

The following bonds, issued under by-law No. 48, have been drawn by lots:

Denomination of \$100. Nos C-2, 7, 8, 20, 32, 35, 37, 41, 44, 62, 76, 98, 108, 115, 120 and 139.

Denomination of \$500. Nos D-1, 7, 25, 31, 37, 55, 89, 98, 105, 108, 114, 117, 139, 141, 143, 147, 152 and 154.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May 1948, from which date they shall cease to bear interest.

NAP.-ALFRED TREMBLAY,
21708-o Secretary-Treasurer.

LA SOCIÉTÉ D'OPTOMÉTRIE DE MONTRÉAL

LA SOCIÉTÉ D'OPTOMÉTRIE DE MONTRÉAL

Extrait des règlements de la corporation, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 6 octobre 1947 et approuvés par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1948, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à cinq :

"3. L'exécutif de la Société se compose de 5 membres dont :

- a) un président;
- b) un vice-président;
- c) un secrétaire;
- d) un trésorier;
- e) un aviseur.

La Secrétaire,
21710-o DENYSE C. DALCOURT, b.a.o.

Excerpt from the by-laws of the corporation, as adopted at the general meeting held October 6, 1947, and approved by the Provincial Secretary, on March 18, 1948, respecting the increase in the number of directors from four to five:

"3. The Executive of the Society is composed of five members, of which:

- a) a President;
- b) a Vice-President;
- c) a Secretary;
- d) a Treasurer;
- e) a Counsellor.

DENYSE C. DALCOURT, b.a.o.,
21710 Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Anne de Sabrevois", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sabrevois, comté d'Iberville.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21711-o RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Rémi d'Amherst", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 12 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Rémi d'Amherst, comté de Papineau.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21712-o RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Employés de la Mine Powell", pour l'étude, la défense et le développement des inté-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Anne de Sabrevois", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 18, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sabrevois, county of Iberville.

RAOUL-E. FONTAINE,
21711 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Rémi d'Amherst", for the study, defence and promotion of the economic social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on March 12, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Rémi d'Amherst, county of Papineau.

RAOUL-E. FONTAINE,
21712 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés de la Mine Powell", for the study, defence and promotion

rêts économiques, sociaux et moraux de ses membres a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 8 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rouyn, comté de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21713-o RAOUL-E. FONTAINE.

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE
DE STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes de la série "A", émises en vertu du règlement No 81, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00 —C-22, 27, 28, 44.
Dénomination de \$500.00 —D-7, 85.

Les dites obligations seront remboursables le 1er mai 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
21714-o DAVID BOUCHER.

PAROISSE DE ST-FULGENCE
Comté de Chicoutimi

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement No 54 ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00 C-44, 60, 100.
Dénomination de \$500.00 D-26, 27, 123.

Les dites obligations seront remboursables le 1er mai 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
21715-o TANCREDE TURCOTTE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique des Employés de Pharmacies de Québec, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 2 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21716-o RAOUL-E. FONTAINE.

UNIVERSAL EQUIPMENT LTD.
EQUIPEMENT UNIVERSEL LTÉE

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de "Universal Equipment Ltd." — "Equipement Universel Ltée", tenue au siège social de la compagnie, en la cité de Québec, le 15 mars 1948, à laquelle tous les directeurs étaient présents, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à six:

Sur proposition dûment faite et secondée, le projet de règlement suivant est adopté à l'unanimité comme règlement No III de la compagnie:

"Règlement No III: Le nombre des directeurs sera de six, sujet aux dispositions de l'article 84 de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q., 1941, chap. 276, et aux conditions qui y sont prescrites."

Québec, le 16 mars 1948.

Le Secrétaire-trésorier,
21726-o G.-H. DESCHENES.

of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 8, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rouyn, county of Rouyn-Noranda.

RAOUL-E. FONTAINE,
21713 Acting Under Secretary of the Province.

MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE
OF STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI

DRAWING OF BONDS

The following bonds of series "A", issued under by-law No. 81, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00 C-22, 27, 28, 44.
Denomination of \$500.00 D-7, 85.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May, 1948, from which date they shall cease to bear interest.

21714-o DAVID BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

PARISH OF ST-FULGENCE
County of Chicoutimi

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under by-law No 54, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00 C-44, 60, 100.
Denomination of \$500.00 D-26, 27, 123.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of May, 1948, from which date they shall cease to bear interest.

21715-o TANCREDE TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Employés de Pharmacies de Québec, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 2, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

RAOUL-E. FONTAINE,
21716 Acting Under Secretary of the Province.

UNIVERSAL EQUIPMENT LTD.
EQUIPEMENT UNIVERSEL LTÉE

Excerpt from the minutes of a meeting of the Board of Directors of "Universal Equipment Ltd." — "Equipement Universel Ltée", held at the head office of the company, in the city of Québec, on March 15, 1948, at which all directors were present, respecting the increase in the number of directors from three to six:

Upon its being duly moved and seconded, the following proposed by-law is unanimously adopted as by-law No. III of the company:

By-law No. III: The number of directors shall be six, subject to the provisions of section 84 of the Quebec Companies Act, R.S.Q., 1941, chap. 276, and to the conditions therein provided."

Québec, March 16, 1948.

21726 G. H. DESCHENES,
Secretary Treasurer.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 22 mars 1948.

Quebec, 22nd of March, 1948.

Aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

This day, at one o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- | | |
|---|---|
| 4 Loi relative à la Loi concernant les relations provinciales-fédérales. | 4 An Act relating to the Act respecting Provincial-Federal relations. |
| 15 Loi concernant la Loi pour assurer une meilleure répartition des taxes municipales et scolaires. | 15 An Act respecting the Act to ensure a better apportioning of municipal and school taxation. |
| 20 Loi autorisant le paiement de pensions aux employés de compagnies. | 20 An Act authorizing the payment of pensions to employees of companies. |
| 24 Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels. | 24 An Act to amend the Professional Syndicates Act. |
| 30 Loi concernant le Syndicat financier de l'Université Laval. | 30 An Act respecting the Syndicat financier de l'Université Laval. |
| 40 Loi concernant la preuve de certains documents de banque. | 40 An Act respecting the proof of certain bank documents. |
| 44 Loi modifiant la Loi des cités et villes. | 44 An Act to amend the Cities and Towns Act. |
| 46 Loi modifiant la charte de la ville d'Okasur-le-Lac. | 46 An Act to amend the charter of the town of Okasur-le-Lac. |
| 47 Loi concernant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi. | 47 An Act concerning the reopening of the mills in the Chicoutimi region. |
| 49 Loi concernant l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Université Bishop. | 49 An Act respecting Laval University, Montreal University and Bishop's University. |
| 51 Loi modifiant la Loi de la Législature concernant le Conseil législatif. | 51 An Act to amend the Legislature Act respecting the Legislative Council. |
| 52 Loi concernant le nombre des juges de la Cour supérieure. | 52 An Act respecting the number of judges of the Superior Court. |
| 105 Loi validant le contrat de mariage de Marie-Eugénie Labrecque et de Georges Couillard de l'Épinay. | 105 An Act to validate the marriage contract between Marie-Eugénie Labrecque and Georges Couillard de l'Épinay. |
| 123 Loi modifiant la charte de la ville de Rimouski. | 123 An Act to amend the charter of the town of Rimouski. |
| 127 Loi modifiant la charte de la ville de Plage Laval. | 127 An Act to amend the charter of the town of Plage Laval. |
| 129 Loi refondant la charte de la ville de Beauharnois et en constituant le territoire en municipalité de cité. | 129 An Act to revise the charter of the Town of Beauharnois and to incorporate the territory into a City Municipality. |
| 132 Loi relative à l'admission de Charles-Eugène Frenette comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec. | 132 An Act respecting the admission of Charles-Eugène Frenette as member of the Institute of Chartered Accountants of Quebec. |
| 150 Loi modifiant la charte de la cité de Québec. | 150 An Act to amend the charter of the city of Québec. |
| 155 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine. | 155 An Act to amend the charter of the city of Lachine. |
| 156 Loi modifiant la charte de la cité de Hull et ratifiant une entente intervenue entre ladite cité et la Compagnie E. B. Eddy, en rapport avec l'évaluation des biens imposables de ladite compagnie. | 156 An Act to amend the charter of the city of Hull and to ratify an agreement entered into between the said city and the E. B. Eddy Company, concerning the valuation of the taxable property of the said company. |
| 159 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil. | 159 An Act to amend the charter of the city of Longueuil. |
| 161 Loi concernant l'émission d'un permis à Roland Bertrand par l'Institut des Comptables agréés de Québec. | 161 An Act concerning the granting of a permit to Roland Bertrand by the Institute of Chartered Accountants of Quebec. |
| 169 Loi modifiant la charte de la cité de Joliette. | 169 An Act to amend the charter of the city of Joliette. |
| 171 Loi modifiant la charte de la cité d'Arvida. | 171 An Act to amend the charter of the city of Arvida. |
| 183 Loi relative à Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar et Roger Fortier, et l'Institut des comptables agréés de Québec. | 183 An Act respecting Arthur Gignac, Camille Jalbert, Paul-Émile Mathieu, Jean-Paul Marcoux, Philippe-Omer Balthazar and Roger Fortier and the Institute of Chartered Accountants of Quebec. |

- | | |
|--|---|
| <p>184 Loi modifiant la charte de la ville de Noranda.</p> <p>188 Loi permettant à Georges-Alidor Boulet et Roger Boulet d'être inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23a de la loi 10 George VI, chapitre 47.</p> <p>191 Loi accordant certains pouvoirs à la ville de Montréal-Est et ratifiant certain règlement et contrat.</p> <p>192 Loi constituant en corporation La Société des Missionnaires du Cœur Eucharistique.</p> <p>204 Loi modifiant la Loi des dentistes de Québec.</p> <p>205 Loi concernant les cantons Guyenne, Ligneris et Launay, du district électoral d'Abitibi-Est.</p> <p>206 Loi modifiant l'Acte incorporant l'Hôtel-Dieu de Nicolet.</p> | <p>184 An Act to amend the charter of the town of Noranda.</p> <p>188 An Act allowing Georges-Alidor Boulet and Roger Boulet to be included in the list deposited under the provisions of section 23a of the act 10 George VI, chapter 47.</p> <p>191 An Act to grant certain powers to the town of Montreal-East and to ratify a certain by-law and a contract.</p> <p>192 An Act to incorporate La Société des Missionnaires du Cœur Eucharistique.</p> <p>204 An Act to amend the Quebec Dental Act.</p> <p>205 An Act respecting the townships of Guyenne, Ligneris and Launay, of the electoral district of Abitibi-East.</p> <p>206 An Act to amend the Act to incorporate the Hôtel-Dieu de Nicolet.</p> |
|--|---|

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."
21742-o

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."
21742-o

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 13 mars 1948, approuvé les règlements de "La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec", tels qu'adoptés et modifiés aux assemblées du conseil général de la Corporation tenues les 1er et 2 février 1947, à Montréal, et les 7 et 8 février 1948, aux Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions de l'article 11 de la Loi 10 George VI, chapitre 87.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 16 mars 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21733-o RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on March 13, 1948, approved the by-laws of "La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec", as adopted and amended at the meetings of the general council of the Corporation, held on the 1st and 2nd of February, 1947, at Montreal, and on the 7th and 8th of February, 1948, at Trois-Rivières, and such in conformity with the provisions of section 11 of the Act 10 George VI, chapter 87.

Given at the office of the Provincial Secretary March 16, 1948.

RAOUL-E. FONTAINE
21733 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du district Urbain N° 25" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21734-o RAOUL-E. FONTAINE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union des Artistes Lyriques et Dramatiques", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 mars 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21735-o RAOUL-E. FONTAINE.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Instituteurs et Institutrices Catholiques du District Urbain No. 25", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on March 18, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Hyacinthe, county of St-Hyacinthe.

RAOUL E. FONTAINE,
21734 Acting Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union des Artistes Lyriques et Dramatiques", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March 18, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

RAOUL-E. FONTAINE,
21735 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'Électricité de Manicouagan", en date du 15 mars 1948, dont le siège social est situé à Manicouagan, comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 23 mars 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
21732-o RAOUL-E. FONTAINE.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received one of the triplicates of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Électricité de Manicouagan" under date the 15th day of March, 1948, whereof the head office is at Manicouagan, county of Saguenay, and that the said document has been filled in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of March, 1948.

RAOUL E. FONTAINE,
21732 Acting Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Avis est donné que la compagnie ci-dessus fait une demande pour permission d'abandonner sa charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Rimouski, ce 25ième jour de mars, 1948.
LA COMPAGNIE CARON & FORTIN LIMITÉE,
Par la Secrétaire,
21718-o YVONNE B. CARON.

AVIS PUBLIC

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE CABANO

Avis est par la présente donné que la compagnie ci-haut mentionnée fait une demande à l'Honorable Procureur général de la province de Québec, de l'abandon de sa charte provinciale.
Québec, le 15 mars 1948.

Le Secrétaire,
21719-o ARMAND MARTIN,
St-André, Cté Kamouraska.

FORTIER, BRISEBOIS, INC.

Avis est par les présentes donné que Fortier, Brisebois, Inc., s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce pour permission d'abandonner sa charte à une date à être fixée.
Montréal, 23 mars 1948.

Le Secrétaire,
21736-o EARLE FINLEY.

Département de l'Agriculture

Avis de changement du nom de la "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Casimir" en celui de "Société Coopérative Agricole de St-Casimir".

Avis est par le présent donné qu'il a plu au Ministre de l'Agriculture, à la demande du bureau de direction de la Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Casimir, société coopérative constituée sous le régime de la loi des sociétés coopératives agricoles et dont l'avis de formation a été publié à la Gazette officielle de Québec, le 17 avril 1937, de changer le nom de cette société en celui de "Société Coopérative Agricole de St-Casimir".

Québec, ce dix-neuvième jour de mars 1948.
Le Sous-ministre de l'Agriculture,
21729-o JULES SIMARD.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that the company below is asking for permission to surrender its charter according to article 26 of the Quebec Act.

Rimouski, this 25th day of March, 1948.
LA COMPAGNIE CARON & FORTIN LIMITÉE
By YVONNE B. CARON,
21718-o Secretary.

PUBLIC NOTICE

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE CABANO

Notice is hereby given that the above mentioned company is applying to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its provincial charter.
Québec, March 15, 1948.

ARMAND MARTIN,
21719 Secretary,
St-André, Co. Kamouraska.

FORTIER, BRISEBOIS, INC.

Notice is hereby given that Fortier, Brisebois, Inc. will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its charter on a date to be fixed.

Montreal, March 23rd, 1948.
21736-o EARLE FINLEY,
Secretary.

Department of Agriculture

Notice of change of name of the "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Casimir" into that of "Société Coopérative Agricole de St-Casimir".

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture has been pleased, at the request of the board of directors of the "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de St-Casimir", a cooperative agricultural association formed under the jurisdiction of the Cooperative Agricultural Associations Act and whereof the notice of formation was published in the Quebec Official Gazette of the 17th of April, 1937, to change the name of the said association into that of "Société Coopérative Agricole de St-Casimir".

Québec, this nineteenth day of March, 1948.
JULES SIMARD,
21729 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Département of Education

N° 573-47

Québec, le 19 mars 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 4 mars, 1948, d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Valcourt" dans le comté de Shefford, le territoire suivant, qui sera détaché de la municipalité scolaire d'Ely-Sud.

Les lots du cadastre officiel d'Ely-Sud:

363 à 350 inclusivement; 349, 349 sub. 1, 348, 348 sub. 1, 348 sub. 2, 348 sub. 3, 348 sub. 4, 347, 346, 346 sub. 1, 346 sub. 2, 345 à 331 inclusivement, 330, 330 sub. 1, 329, 329 sub. 1, 329 sub. 2, 329 sub. 3, 328, 328 sub. 1, 327, 326, 325, 325 sub. 1, 324, 323, 322, 322 sub. 1, 321, 321 sub. 1, 321 sub. 2, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 302 du rang IV du canton d'Ely;

477 à 469 inclusivement, 469 sub. 1, 468, 467, 467 sub. 1, 467 sub. 2, 466 à 463 inclusivement, 463 sub. 1, 463 sub. 2, 463 sub. 3, 462, 461 sub. 1, 461, sub 2, 460 sub. 1, 460 sub. 2, 460 sub. 3, 459, 458 sub. 1, 458 sub. 2, 457 sub. 1, 457 sub. 2, 456 sub. 1, 456 sub. 2, 455 à 448 inclusivement, 448 sub. 1, 448 sub. 2, 448 sub. 3, 447, 446, 442, 440, 439, 438, 437.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21720-o J.-P. LABARRE.

N° 381-48.

Québec, le 19 mars 1948.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Cap-Désespoir, dans le comté de Gaspé-Sud, en celui de Cap-d'Espoir.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21723-13-2-o J.-P. LABARRE.

N° 1393-45.

Québec, le 18 mars 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Etienne-des-Grès, dans le comté de St-Maurice, le lot No 580 du cadastre officiel de St-Barnabé et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Barnabé, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21724-13-2-o J.-P. LABARRE.

N° 503-47.

Québec, le 22 mars 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Chatham N° 1, dans le comté d'Argenteuil, les lots suivants, tous inclusivement, du canton de Chatham: 570 à 576 et 643 à 653 et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de la ville de Lachute, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21743-13-2-o J.-P. LABARRE.

N° 1153-47.

Québec, le 23 mars 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 18 mars, 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean de Cherboung, dans le comté de Matane, les lots 36 à 40 inclusivement du rang VI du canton de Cherboung et les lots 37 à 40 inclusivement du rang VII du même canton,

No. 573-47.

Quebec, March 19, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 4, 1948, to erect into a separate school municipality under the name of "Valcourt", in the county of Shefford, the following territory, which shall be detached from the school municipality of South-Ely.

Lots of the official cadastre of South-Ely:

363 to 350 inclusively; 349, 349 sub. 1, 348, 348 sub. 1, 348 sub. 2, 348 sub. 3, 348 sub. 4, 347, 346, 346 sub. 1, 346 sub. 2, 345 to 331 inclusively, 330, 330 sub. 1, 329, 329 sub. 1, 329 sub. 2, 329 sub. 3, 328, 328 sub. 1, 327, 326, 325, 325 sub. 1, 324, 323, 322, 322 sub. 1, 321, 321 sub. 1, 321 sub. 2, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 302 of range 4 of the township Ely;

477 to 469 inclusively, 469 sub. 1, 468, 467, 467 sub. 1, 467 sub. 2, 466 to 463 inclusively, 463 sub. 1, 463 sub. 2, 463 sub. 3, 462, 461, sub. 1, 461 sub. 2, 460 sub. 1, 460 sub. 2, 460 sub. 3, 459, 458 sub. 1, 458 sub. 2, 457 sub. 1, 457 sub. 2, 456 sub. 1, 456 sub. 2, 455 to 448 inclusively, 448 sub. 1, 448 sub. 2, 448 sub. 3, 447, 446, 442, 440, 439, 438, 437.

J. P. LABARRE,
21720 Superintendent of Education.

No. 381-48.

Quebec, March 19, 1948.

Application is made to change the name of the school municipality of Cap-Désespoir, in the county of Gaspé South, into that of Cap-d'Espoir.

J. P. LABARRE,
21723-13-2 Superintendent of Education.

No. 1393-45.

Quebec, March 18, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Etienne-des-Grès, in the county of St. Maurice, lot No. 580 of the official cadastre for St-Barnabé and to annex it to the school municipality of Saint-Barnabé, same county.

J. P. LABARRE,
21724-13-2 Superintendent of Education.

No. 503-47.

Quebec, March 22, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Chatham No. 1; in the county of Argenteuil, the following lots, all inclusively, of the township Chatham: 570 to 576 and 643 to 653 and to annex them to the Catholic school municipality of the town of Lachute, in the same county.

J.-P. LABARRE,
21743-13-2 Superintendent of Education.

No. 1153-47.

Quebec, March 23, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 18, 1948, to detach from the school municipality of Saint-Jean de Cherboung, in the county of Matane lots 36 to 40 inclusively of range VI of the township Cherboung and lots 37 to 40 inclusively of range VII of same township

et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Thomas de Cherbourg, même comté. Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

and to annex the same to the school municipality of Saint-Thomas de Cherbourg, same county. Said Order in Council to take effect on the first of July, 1948.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 1222-47.

Québec, le 23 mars 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 18 mars, 1948, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis de Courville, dans le comté de Québec, le territoire décrit dans l'article 1 du chapitre 70 de 8 Geo. VI et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Montmorency, même comté. Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1948.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

No. 1222-47.

Quebec, March 23, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 18, 1948, to detach from the school municipality of Saint-Louis de Courville, in the county of Quebec, the territory described in section 1 of chapter 70 of 8 George VI and to annex it to the school municipality of the village of Montmorency, same county. The said Order in Council to take effect on the first of July, 1948.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 966-47.

Québec, le 23 mars 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 18 mars, 1948, d'abolir la corporation de syndicats d'écoles protestantes de la municipalité scolaire d'Amos, dans le comté d'Abitibi-Est.

Cet arrêté ministériel prendra effet en conformité avec l'article 111 du Code Scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21744-o, J.-P. LABARRE.

No. 966-47

Quebec, March 23, 1948.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated March 18, 1948, to abolish the corporation of Protestant School Trustees of the School municipality of Amos, in the county of Abitibi-East.

The said Order in Council to take effect in accordance with section III of the School Code.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 1135-15

Quebec, le 12 mars 1948.

Attendu que les lots 85-27, 86-14-A, 86-18 à 86-27 inclusivement, 86-29, 86-29-1 à 86-29-17 inclusivement du rang "B" sud de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Laviolette, ont toujours appartenu à la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Thècle. Je donne avis qu'il y a lieu de définir d'une manière précise les limites entre les municipalités scolaires du village et de la paroisse de Ste-Thècle, afin qu'il n'y ait plus d'ambiguïté concernant lesdits lots.

La ligne de division entre ces deux municipalités scolaires originera à la pointe nord du lot 86-13 et se continuera en ligne directe pour se rendre à la ligne séparative des lots 85-27 et 86-18 d'une part et 85-26 et 86-17 d'autre part.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21659-12-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1135-15

Quebec, March 12, 1948.

Whereas lots 85-27, 86-14-A, 86-18 to 86-27 inclusively, 86-29, 86-29-1 to 86-29-17 inclusively of South range "B" of the parish of Sainte-Thècle in the county of Laviolette, have always belonged to the school municipality of the parish of Sainte-Thècle, I give notice that it is expedient to define, more accurately, the limits between the school municipalities of the village and the parish of Sainte-Thècle, so as to eliminate all ambiguity concerning the said lots.

The division line between these two school municipalities will commence at the north point of lot No. 86-13 and continue in a straight line up to the division line of lots 85-27 and 86-18 on the one part and 85-26 and 86-17 on the other part.

J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 15-48

Québec, le 15 mars 1948.

Demande est faite de détacher de la commission scolaire de Grosses Roches, dans le comté de Matane, les lots 37 à 40 inclusivement des rangs IV et V du canton de Cherbourg et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Thomas de Cherbourg, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21688-12-2-o J.-P. LABARRE.

No. 15-48

Quebec, March 15, 1948.

Application is made to detach from the school commission of Grosses Roches, in the county of Matane, lots 37 to 40 inclusively of ranges IV and V of the township Cherbourg and to annex the same to the school municipality of Saint-Thomas de Cherbourg, same county.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 282-48

Québec, le 16 mars 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de L'Ancienne-Lorette paroisse, comté de Québec, le lot 237 du cadastre officiel de L'Ancienne-Lorette et de l'annexer à la municipalité scolaire de L'Ancienne-Lorette village, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21689-12-2-o J.-P. LABARRE.

No. 282-48

Quebec, March 16, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of L'Ancienne-Lorette Parish, county of Quebec, lot 237 of the official cadastre for L'Ancienne-Lorette, and to annex the same to the school municipality of L'Ancienne-Lorette Village, same county.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 856-44.

Québec, le 15 mars 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame des Laurentides dans le comté de Québec, les lots 1322 à 1325 inclusivement et 1302-A du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette et de les annexer à la municipalité scolaire du Lac-Saint-Charles, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
21690-12-2-o J.-P. LABARRE.

No. 856-44.

Quebec, March 15, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame des Laurentides in the county of Quebec, lots 1322 to 1325 inclusively and 1302-A of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette and to annex them to the school municipality of Lake Saint-Charles, same county.

J.-P. LABARRE,
21690-12-2 Superintendent of Education.

Département du travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 560 du 11 mars 1942, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn.

Ajouter les alinéas suivants au paragraphe "f" de l'article VIII:

"Aucune personne ne peut exercer le métier de barbier ou de coiffeur et coiffeuse s'il n'a obtenu au préalable un certificat de qualification ou de compétence, une carte de compétence ou une carte de qualification, en la manière et aux conditions prévues par le présent décret."

"Toute personne exerçant le métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse, doit exhiber sa carte de qualification ou compétence lorsqu'elle y est requise par un officier du Comité paritaire; à défaut de ce faire, elle sera légalement et judiciairement présumée n'en pas avoir."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 mars 1948. 21738-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 523 du 5 février 1940, et amendements, relatif aux tanneries et corroieries de la province de Québec:

Ajouter l'article VIII-B suivant:

"VIII-B. 1° *Congé additionnel* Le salarié qui, au 1er janvier 1949 ou au 1er janvier de toute année subséquente, aura rendu à son employeur des services continus pendant cinq (5) ans et plus aura droit à un congé annuel additionnel payé d'une durée minimum continue de sept (7) jours.

2° *Rémunération*. Le salarié a droit pour ce congé additionnel à une rémunération établie sur la même base que celle déterminée pour le calcul de la rémunération de la semaine de congé régulier.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 2 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 560 of March 11, 1942, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn.

The following paragraphs to be added to subsection "f" of section VIII:

"No one may ply the barber or hairdresser trades without first obtaining a certificate of competency or qualification, a competency or qualification card, in the manner and under the conditions stipulated in the present decree."

"Any one plying the barber or hairdresser trades shall procure his qualification or competency card when so required by an office of the Parity Committee; anyone failing to do so shall be considered, legally and judicially, as not having such card."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 27, 1948. 21738-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 523 of February 5, 1940, and amendments, relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec.

The following section VIII-B to be added:

"VIII-B. 1. *Additional vacation* Every employee with, on January 1st, 1949, or January 1st of any subsequent year, a minimum continuous service period of five (5) years for his employer shall be entitled to an additional annual vacation with pay of at least seven (7) continuous days.

2. *Remuneration*. The employee's remuneration for this additional vacation period shall be established on the same basis as that determined for the computing of the regular week's vacation pay.

3° Période de prise de congé. Le congé additionnel doit être donné dans les douze mois suivant la date à laquelle le droit à ce congé est acquis.

4° Congé facultatif. L'employeur a la faculté de ne pas accorder le congé additionnel mais il doit le remplacer, durant la période de prise de congé, par une indemnité compensatrice égale à la rémunération à laquelle le salarié aurait eu droit s'il avait pris tel congé.

5° Services continus. La durée des services continus doit s'étendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de vacances annuelle, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

Nonobstant les dispositions des deux alinéas précédents, à partir de la mise en vigueur des présentes, la résiliation du contrat de travail nécessitée par le changement de nom de l'entreprise, l'incorporation de l'entreprise, l'augmentation ou la diminution des sociétés de l'entreprise, la vente, cession, transfert, faillite de l'entreprise, ou pour toute autre raison, ne sera pas considéré comme interrompant la durée des services continus si, par la suite, les services de cet employé sont loués par la ou les personnes propriétaires ou devenues propriétaires de l'entreprise, sans que le dit employé n'ait occupé entre la résiliation du contrat de travail et la relocation de ses services un autre emploi rémunéré.

6° Les conditions déterminées pour la semaine régulière de congé relativement aux avantages additionnels, à l'échéance de la rémunération, à la fixation de la période de congé s'appliquent au congé annuel additionnel."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 mars 1948.

21739-o

3. Vacation period. The additional vacation shall be given within the twelve months following the date on which the right to such vacation is acquired.

4. Vacation optional. The employer has the option of not granting the additional vacation but he shall replace the same, during the vacation period, by a compensating bonus equal to the remuneration payable to the employee if he had taken the vacation.

5. Continuous services. The duration of continuous services shall extend from the period during which the employee is bound with his employer by a labour contract, even if the carrying out of the latter has been interrupted without annulment thereof.

The following, for instance, should not be considered as interrupting the duration of continuous services: days of illness, when the contract has not been annulled; days of closing; annual vacation periods; authorized absences during which the worker has held not other remunerated employment.

Notwithstanding the provisions of the foregoing two paragraphs, from the time of the coming into force of the present provisions, the annulment of the labour contract caused by the changing of the firm name, the incorporation of the concern, increase or decrease in the number of partners, the sale, assignment, transfer or bankruptcy of the concern, or for any other reason shall not be considered as interrupting the duration of the continuous services if, thereafter, the services of such employee are hired by the persons owning, or who came to own, the concern and if the said employee has not held, between the time of annulment of the labour contract and the rehiring of his services, another remunerated employment.

6. The conditions determined for the regular week's vacation in respect of the additional privileges, of the time of payment of vacation remuneration, of the setting of the vacation period shall apply to the additional annual vacation."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 27, 1948.

21739-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 3824 du 14 octobre 1944, et amendements, relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Rouyn-Noranda, Chicoutimi, Roberval, Saguenay (excepté les municipalités de Tadoussac au Havre St-Pierre inclusivement), Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé (excepté les Îles de la Madeleine) et Bonaventure.

1. Remplacer le paragraphe "f" de l'article III, chapitre 2, par le suivant:

"f) 1. Le mot "infirmier" désigne toute personne employée à la garde, au soin ou au traitement des hospitalisés. Sont aussi considérés

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 3824 of October 14, 1944, and amendments, relating to charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the judicial districts of Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Rouyn-Noranda, Chicoutimi, Roberval, Saguenay (excepting the municipalities from Tadoussac to Havre St. Pierre inclusive), Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé (excepting Madeleine Islands) and Bonaventure.

1. Subsection "f" of section III, chapter 2, to be replaced by the following:

"f) 1. The word "orderly" means any person committed to the care or treatment of in-patients. The following are also considered as

comme infirmiers: les brancardiers, les ambulanciers, les employés au laboratoire, au département des rayons X, de la chirurgie, de la pharmacie, de l'électrothérapie, de la mécanothérapie, de la physiothérapie et des autopsies.

2. Les mots "Infirmier certifié" désignent toute personne qui, après avoir étudié dans un hôpital reconnu, a obtenu d'une université ou d'une association autorisée à ces fins par la loi, le certificat attestant qu'il possède la compétence requise pour exercer la profession.

3. Les mots "Infirmier diplômé" désignent toute personne qui, après avoir étudié dans un hôpital reconnu, a obtenu d'une université ou d'une association autorisée à ces fins par la loi, le diplôme attestant qu'il possède la compétence requise pour exercer la profession."

2. Remplacer l'article IV, chapitre 3, par le suivant:

"IV. *Employés réguliers*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

a) *Infirmières régulières — Regular nurses*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months

Après six (6) mois — After six (6) months

Après un (1) an — After one (1) year

Après dix-huit (18) mois — After eighteen (18) months

b) *Employés réguliers du sexe masculin — Regular male employees*

1° Mécanicien de machine fixe — Stationary engineman:

a) *Chief — Chief*

i) 1ère Classe — 1st Class

ii) 2ème Classe — 2nd Class

iii) 3ème Classe — 3rd Class

b) *Mécanicien — Engineman*

i) 2ème Classe — 2nd Class

ii) 3ème Classe — 3rd Class

iii) 4ème Classe — 4th Class

2° Ouvrier spécialisé de la machinerie — Skilled machinery worker

3° Employé en charge d'un département: \$3.00 de plus que le salaire maximum de sa catégorie dans sa zone territoriale pour une semaine régulière de travail.— Employee in charge of a Department: \$3.00 in excess of the maximum rate of his category in his territorial zone for a standard work week.

4° Chauffeur—Fireman

5° Cuisinier-chef, Boulanger-chef, Boucher-chef, Buandier-chef, Cordonnier-chef.— Chief-cook, chief-baker, chief-butcher, chief-laundrer, chief-shoemaker

5° a) Assistant-chef cuisinier.— Assistant chief-cook

6° Cuisinier, Boucher, Buandier, Cordonnier, Boulanger — Cook, butcher, launderer, shoemaker, baker:

Les premiers six (6) mois.— First six (6) months

Après six (6) mois — After six (6) months

Après un (1) an — After one (1) year

7° Conducteur de véhicule-automobile — Motor-vehicle driver:

Les premiers six (6) mois — First six (6) months

Après six (6) mois — After six (6) months

Après un (1) an — After one (1) year

Après deux (2) ans — After two (2) years

Après trois (3) ans — After three (3) years

Après quatre (4) ans — After four (4) years

8° Infirmier:

Les premiers six (6) mois — First six (6) months

Après six (6) mois — After six (6) months

Après un (1) an — After one (1) year

Après deux (2) ans — After two (2) years

Après trois (3) ans — After three (3) years

Après quatre (4) ans — After four (4) years

8° i) Infirmier certifié — Certificated orderly:

Les premiers six (6) mois — First six (6) months

Après six (6) mois — After six (6) months

Après un (1) an — After one (1) year

8° ii) Infirmier diplômé — Orderly with a diploma:

Les premiers six (6) mois — First six (6) months

Après six (6) mois — After six (6) months

Après un (1) an — After one (1) year

orderlies: stretcher-bearers, ambulance men, laboratory employees and employees of the following departments: X Ray, Surgery, Drugs, Electrotherapy, Mechanotherapy, Physiotherapy and Autopsies.

2. The words "certificated orderly" mean any person who, after a period of study in a recognized hospital, has obtained from a university or an association authorized by law for that purpose, the certificate stating that he has the competency required to exercise the profession.

3. The words "orderly with a diploma" mean any person who, after a study period in a recognized hospital, has obtained from a university or an association authorized by law for that purpose a diploma stating that he has the competency required to exercise the profession."

2. Section IV, chapter 3, to be replaced by the following:

"IV. *Regular employees* The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones		
	I	II	III
Par semaine — per week	\$25.00	\$25.00	\$25.00
Après six (6) mois — After six (6) months	27.00	27.00	27.00
Après un (1) an — After one (1) year	28.00	28.00	28.00
Après dix-huit (18) mois — After eighteen (18) months	30.00	30.00	30.00

c) *Hommes des métiers de la construction:*

- 1° Dans les régions de la juridiction territoriale du présent décret, où il existe un décret stipulant le salaire des salariés permanents (hommes d'entretien), les ouvriers des métiers de la construction, qualifiés, journaliers, reçoivent le salaire stipulé dans ce dernier décret.
- 2° Dans les régions où il n'y pas de décret:

- i) Ouvrier qualifié — Skilled worker.
- ii) Journalier — Labourer.

c) *Construction tradesmen*

1. In those parts of the territorial jurisdiction of the present decree where a decree actually exists which stipulates wage rates for permanent employees (maintenance men), the skilled construction tradesmen and the labourers, shall receive the wages established by the latter decree.
2. Where there is no decree:

	Zones		
	I	II	III
	Par semaine — per week		
i) Ouvrier qualifié — Skilled worker.	\$34.00	\$34.00	\$30.00
ii) Journalier — Labourer.	26.00	26.00	24.00

3° Le salaire de l'apprenti est:

- i) la 1ère année: 40%
- ii) la 2ème année: 50%
- iii) la 3ème année: 60%
- iv) la 4ème année 75% du salaire de l'homme d'entretien.

3. The wages of apprentices are as follows:

- i) first year: 40%
- ii) second year: 50%
- iii) third year: 60%
- iv) fourth year: 75% of the wage rate of the maintenance man.

4° Le nombre des apprentis par rapport aux ouvriers qualifiés est établi:

- i) là où il y a un décret des métiers de la construction en vigueur, suivant les dispositions de ce décret;
- ii) là où il n'y a pas de décret des métiers de la construction en vigueur, un (1) apprenti par trois (3) ouvriers qualifiés ou fraction de ce nombre."

4. The number of apprentices with respect to that of skilled tradesmen is established:

- i) wherever there is a building trades decree in force, according to the provisions of such decree,
- ii) in the following manner, wherever there is no building trades decree in force: one (1) apprentice to each three (3) skilled tradesmen or fraction thereof.

d) *Employés non compris dans les emplois précédents et les gardiens d'immeubles — Employees not included in the foregoing enumeration and building watchmen*

	Par semaine — per week		
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$21.00	\$20.00	\$18.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	23.00	22.00	20.00
Après un (1) an — After one (1) year.	25.00	24.00	22.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	28.00	27.00	25.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	30.00	29.00	27.00
Après quatre (4) ans — After four (4) years.	33.00	32.00	30.00

e) *Employées régulières du sexe féminin — Regular female employees*

1° *Surveillante en charge d'un département — Departmental Superintendent (female):*

	Par semaine — per week		
Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$15.00	\$15.00	\$15.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	17.00	17.00	17.00
Après un (1) an — After one (1) year.	19.00	19.00	19.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	20.00	20.00	20.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	21.00	21.00	21.00

2° *Couturière — Seamstress:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$15.00	\$15.00	\$15.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	16.00	16.00	16.00
Après un (1) an — After one (1) year.	17.00	17.00	17.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	18.00	18.00	18.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	19.00	19.00	19.00

3° *Employée de bureau, institutrice, employée spécialisée, cuisinière — Office employees, teachers, skilled employees, cooks:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$13.00	\$12.00	\$11.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	14.00	13.00	12.00
Après un (1) an — After one (1) year.	16.00	15.00	14.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	17.00	16.00	15.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	18.00	17.00	16.00

4° *Employée junior — Junior employee (female):*

	\$ 9.00	\$ 9.00	\$ 9.00
--	---------	---------	---------

5° *Employée non comprise dans les emplois précédents — Female employee not included in foregoing enumerations:*

Les premiers six (6) mois — First six (6) months.	\$11.00	\$10.00	\$ 9.00
Après six (6) mois — After six (6) months.	13.00	12.00	11.00
Après un (1) an — After one (1) year.	14.00	13.00	12.00
Après deux (2) ans — After two (2) years.	15.00	14.00	13.00
Après trois (3) ans — After three (3) years.	16.00	15.00	14.00

Employés surnuméraires — Occasional employees

	Par jour — per day		
f) <i>Infirmière surnuméraire — Occasional nurse.</i>	\$ 4.00	\$ 4.00	\$ 4.00
g) <i>Employés surnuméraires de sexe masculin — Occasional hands (male).</i>			

- 1° *Mécanicien de machine fixe: Le salaire de cet employé est le même que celui qui a été établi au paragraphe "b" du présent article — Stationary engineman: The wages of this employee is that fixed in subsection "b" of this section.*

l'employé; ce congé doit être accordé dans les quatre semaines qui suivent celle durant laquelle le temps supplémentaire a été fait."

3° Ajouter le paragraphe "k" suivant à l'article V, chapitre 3:

"k) Tout mécanicien de machine fixe reconnu comme chef mécanicien dans les plans de première, deuxième et troisième classe ne pourra être tenu de faire seul la surveillance et le chauffage de ses bouilloires. Il ne sera pas obligé au même rôle que les mécaniciens de classe qu'il a sous ses ordres."

4° Ajouter le paragraphe "h" suivant à l'article VI, chapitre 4:

"h) L'employé en charge d'un département ou d'un service à la semaine normale du personnel de son département ou de son service."

5° Remplacer le paragraphe "c" de l'article VIII, chapitre 4, par le suivant:

"c) Suivant les dispositions du paragraphe "a" de l'article VI, il n'est jamais question de temps supplémentaire pour les chefs-mécaniciens et les chefs-cuisiniers, pourvu qu'ils ne soient pas appelés en dehors de leurs heures régulières pour des travaux autres que les travaux ressortissant au chef-mécanicien et au chef-cuisinier, excepté lorsque ce chef-mécanicien exécute régulièrement le travail d'un mécanicien de classe. Dans ce cas, il sera rémunéré conformément au paragraphe "a" pour toute heure ou fraction d'heure requise par son employeur en plus des heures régulières de travail des mécaniciens de classe de l'établissement."

6° Radier l'alinéa intitulé "Remarques" au paragraphe "a-ii" de l'article IX, chapitre 5.

7° Remplacer l'article XI, chapitre 5, par le suivant:

"XI. *Vacances* L'employeur doit accorder chaque année à ses employés les vacances payées suivantes:

1° Aux infirmières et aux infirmiers diplômés:

i) Après un an de service continu pour le même employeur, un congé annuel continu payé d'une durée minimum de quatorze jours comportant au moins douze jours ouvrables;

ii) S'il y a six mois et moins d'un an de service continu pour le même employeur, un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de jours qu'il y a de mois de calendrier de service continu pour l'employeur.

2° Aux autres employés:

i) Après un an de service continu pour son employeur, un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours comportant au moins six jours ouvrables;

ii) S'il y a six mois et moins d'un an de service continu pour son employeur, un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il y a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

b) Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de chômage, les périodes de congé annuel, le délai-congé, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

c) L'employeur peut, toutefois, donner l'équivalent en salaire des vacances ci-haut établies aux employés auxquels il lui est difficile, en raison de circonstances, de donner les susdites vacances.

d) L'employeur doit faire connaître quinze (15) jours à l'avance à l'employé, la date de ses vacances.

e) Les vacances doivent être données durant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre, à

day shall be given in the four weeks following that during which overtime has taken place."

3. The following subsection "k" to be added to section V, chapter 3:

"k) Every stationary engineman, chief-engineman shall not be committed alone to the maintenance and firing of a plant. He shall not work in the same capacity as the class enginemen under his direction."

4. The following subsection "h" to be added to section VI, chapter 4:

"h) The employee in charge of a department or service shall work the standard week of the personnel of his department of service."

5. Subsection "c" of section VIII, chapter 4, to be replaced by the following:

"c) Pursuant to the provisions of subsection "a" of section VI, there shall be no overtime pay for chief-enginemen and chief-cooks unless they be called outside their regular hours to perform operations other than those generally carried out by chief-enginemen and chief-cooks, except when the chief-engineman regularly does the work of a class engineman. In that case, he shall be remunerated pursuant to subsection "a" for any hour or fraction thereof required by his employer in excess of the regular hours of the class enginemen of the establishment."

6. The paragraph headed "Proviso" in subsection "a-ii" of section IX, chapter 5, to be deleted.

7. Section XI, chapter 5, to be replaced by the following:

"XI. *Vacation* The employer shall give, each year, to his employees a vacation with pay as follows:

1. To nurses and orderlies with diploma:

i) After one year of continuous services for the same employer, a continuous annual vacation with pay at least fourteen days comprising a minimum of twelve working days;

ii) After six months, but less than one year, of continuous services for the same employer, a continuous annual vacation with pay of at least as many days as there are calendar months of continuous services for the employer.

2. To other employees:

i) After one year of continuous services for his employer, a continuous annual vacation with pay of at least seven days comprising a minimum of six working days;

ii) After six months, but less than one year, of continuous services for his employer, a continuous annual vacation with pay of at least as many half days as there are calendar months of continuous services for his employer.

b) Among others, the following absences should not be considered as interrupting the duration of the continuous services: days of illness, when the contract has not been annulled; days of unemployment; annual vacation period; term of notice; authorized absences if the employer has not done, during such absences, other remunerated work.

c) The employer may, however, give the equivalent in wages for the vacations hereabove established to the employees whose services, owing to circumstances, can hardly be dispensed with for the vacation period.

d) The employer shall notify the employees fifteen (15) days in advance of the date of his vacation.

e) Vacations shall be given during the months of May, June, July, August, September, unless

moins d'une entente entre l'employeur et l'employé pour choisir une autre période de l'année."

8° Remplacer l'article XVI par le suivant:

"XVI. *Durée du décret* Le présent décret et ses amendements demeurent en vigueur jusqu'au 1er décembre 1948.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er décembre de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 27 mars 1948. 21746-o

the employer and the employee agree upon another period of the year."

8. Section XVI to be replaced by the following:
"XVI. *Duration of the decree* The present decree and all its amendments remain in force until December 1st, 1948.

It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before December 1st of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 27, 1948. 21746-o

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET CERTIFICAT D'EN- REGISTREMENT SUPPLÉMENTAIRE

Avis est donné par les présentes que "Union Mutual Life Insurance Company", ayant son siège social à Portland, Maine, États-Unis d'Amérique, qui détient déjà le permis et certificat d'enregistrement numéro 2878, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement supplémentaire numéro 3152 qui l'autorise, à compter du 18 mars 1948, à effectuer dans cette Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Accident, Maladie.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 19 mars 1948.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

21728-o Surintendant des assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF SUPPLEMENTARY LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRY

Notice is hereby given that the "Union Mutual Life Insurance Company", having its head office in Portland, Maine, U.S.A., which already holds the license and certificate of registry number 2878, has obtained the supplementary license and certificate of registry number 3152 authorizing it, as from the 18th of March 1948, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Accident, Sickness.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 19th of March, 1948.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

21728-o Superintendent of Insurance.

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, que le Conseil de la Chambre des Notaires, à sa réunion qui a été tenue à Montréal, le 17 mars 1948, a accordé à Me J. Eudore Beauchamp, notaire, demeurant et exerçant à l'Assomption, district judiciaire de Joliette, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Gustave Lemire et de Me F. X. Lemire, tous deux notaires, décédés.

Montréal, 17 mars 1948.

Le Secrétaire-trésorier de la
Chambre des Notaires,
ARTHUR COURTOIS.

21727-o

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that the Council of the Board of Notaries, at its meeting held in Montreal on the 17th of March 1948, has granted to Me J. Eudore Beauchamp, Notary residing and practising at l'Assomption, judicial district of Joliette, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Gustave Lemire and of Me F. X. Lemire, both deceased notaries who practised in the same district.

Montreal, March 17, 1948.

ARTHUR COURTOIS,
Secretary-Treasurer of
the Board of Notaries.

21727-o

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Gran-

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-

de-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général L. DÉSILETS { ATTENDU que l'article 42 de la Loi concernant le mode et les formalités de l'enregistrement, sanctionnée le 6 février 1948, décrète ce qui suit:

"42. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

ATTENDU que l'article 6 de la Loi modifiant le Code civil, sanctionnée le 11 mars 1948, décrète ce qui suit:

"6. La présente Loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf l'article 5 qui entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation."

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au premier mai 1948 la date de l'entrée en vigueur de ladite Loi concernant le mode et les formalités de l'enregistrement et de l'article 5 de ladite Loi modifiant le Code civil.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans l'arrêté en conseil No 359, du 18 mars 1948, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de la Loi intitulée "Loi concernant le mode et les formalités de l'enregistrement", sanctionnée le 6 février 1948, et de l'article 5 de la loi intitulée "Loi modifiant le Code civil", sanctionnée le 11 mars 1948, soit fixée au premier mai 1948.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-huitième jour de mars en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
21721-o RAOUL-E. FONTAINE.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS { WHEREAS section 42 of the Act respecting the mode and formalities of registration, sanctioned on February 6, 1948, enact as follows:

"42. The present Act will come into force at such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation."

WHEREAS section 6 of the Act to amend the Civil Code, sanctioned on March 11, 1948 enacts as follows:

"6. The present Act will come into force on the day of its sanction, save section 5 which come into force at such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation."

WHEREAS it is expedient to fix to the first of May, 1948, the date of the coming into force of the said Act respecting the mode and formalities of registration and of section 5 of the said Act respecting the Act to amend the Civil Code.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 359, of March 18, 1948, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the coming into force of the Act intituled "An Act respecting the mode and formalities of registration", sanctioned on February 6, 1948, and of section 5 of the Act intituled "An Act to amend the Civil Code", sanctioned on March 11, 1948, be fixed to the first of May, 1948.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this eighteenth day of March, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command,
RAOUL-E. FONTAINE,
21721 Acting Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Head Offices

ALBERT ROYER LIMITÉE

ALBERT ROYER LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "Albert Royer Limitée" a établi son bureau-chef à 171 rue Aqueduc, Québec.

Notice is hereby given that "Albert Royer Limited" has established its head office at 171 Aqueduc Street, Quebec.

Québec, ce 25ème jour de septembre 1947.
Le Secrétaire,
21730-o G. LAVALLEE.

Quebec, this 25th of September, 1947.
G. LAVALLEE,
21730 Secretary.

Province de Québec—District de Terrebonne. Province of Quebec—District of Terrebonne

HUOT & FRÈRES LIMITÉE

Av's est donné que la compagnie "Huot & Frères Limitée", constituée en corporation en date du 9 juillet 1947 et ayant son bureau principal dans la ville de St-Jérôme, a établi son bureau au numéro 279 de la rue St-Georges.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Jérôme, ce 2 janvier 1948.

Le Secrétaire,
1722-o VILLENEUVE HUOT.

HUOT & FRÈRES LIMITÉE

Notice is given that the company "Huot & Frères Limitée", incorporated under date of July 9, 1947, and having its head office in the town of St-Jérôme, has established its office at number 279 St-Georges Street.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at St-Jérôme, January 2, 1948.

21722 VILLENEUVE HUOT,
Secretary.

Canada, Province de Québec, District de Québec Canada, Province of Quebec, District of Quebec

AVIS

La Compagnie Charles-A. Giguère, Inc., constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 3 mars 1948, donne par les présentes avis que son principal bureau d'affaires est à Québec, Province de Québec, au numéro 325, rue St-Joseph.

Québec, 9 mars 1948.

(Sceau) Le président,
21740-o CHARLES-A. GIGUERE.
Le Secrétaire,
GÉRARD LEMAY.

AVIS

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE
DU CLUB AUTOMOBILE DE QUÉBEC
QUEBEC AUTOMOBILE CLUB
INSURANCE COMPANY

(Bureau chef)

Avis est par les présentes donné que le bureau chef de la Compagnie est établi à 2 rue Chauveau, Québec.

Le Secrétaire,
21741-o J.-E. RENAUD.

NOTICE

The company "Charles-A. Giguère Inc." incorporated by letters patent bearing date March 3, 1948, does hereby give notice that its head business office is at Quebec, Province of Quebec, at number 325 St-Joseph Street.

Quebec, March 9, 1948.

(Seal) CHARLES-A. GIGUERE,
21740 President.
GÉRARD LEMAY,
Secretary.

NOTICE

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE
DU CLUB AUTOMOBILE DE QUÉBEC
QUEBEC AUTOMOBILE CLUB
INSURANCE COMPANY

(Head Office)

Notice is hereby given that the head office of the company is established at 2, Chauveau Street, Quebec.

21741 J.-E. RENAUD,
Secretary.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le septième jour d'avril 1947 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le septième jour d'avril 1948, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 12 février 1948.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
21424-8-6-o W. E. ALLISON.

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que tous les effets reçus avant le premier mai 1947 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à divers endroits des provinces

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 7th day of April, 1947, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 7th, 1948, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 12th, 1948.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
21424-8-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May, 1947 and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different

du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques par Frank Waddington, encanteur, successeur de D. M. Henderson & Company, encanteurs, à 128 ouest, rue King, Toronto, Ont., à onze heures du matin le six mai 1948, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 1er mars 1948.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
H. L. ATTO.
21588-11-6

points in the provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington Auctioneers, successors to D. M. Henderson & Company, Auctioneers, at 128 King Street West, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the sixth day of May, 1948, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., March 1st, 1948.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
H. L. ATTO,
Superintendent.
21588-11-6-o

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, Non somm., No 258253. Edmond Lapointe & al., demandeurs, vs Henri Lapointe, défendeur.

AVIS DE LICITATION

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Alfred Duranleau, de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, le cinq mars mil neuf cent quarante-huit dans une cause dans laquelle Edmond Lapointe, chauffeur de taxi, Rose-Alma Lapointe, épouse contractuellement séparée de biens de Edouard Brochu et ce dernier aux fins des présentes pour autoriser et assister son épouse, Lucienne Larose, fille majeure et usant de ses droits, Germaine Larose, ép use commune en biens de Alcide Laliberté et ce dernier aux présentes pour autoriser et assister son épouse, Antonio Larose, employé de la Cie des Tramways de Montréal, tous des cité et district de Montréal, sont demandeurs et Henri Lapointe est défendeur, la licitation a été ordonnée, de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

"Un emplacement situé à Montréal, rue Panet, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro mille cent dix-sept (ptie 1117) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la contenance de quarante-sept pieds de front par cent huit pieds de profondeur (47 x 108), mesure anglaise plus ou moins, et borné en front par ladite rue Panet, en arrière par François Gauthier ou représentant, d'un côté par Jean-Baptiste Larivière ou représentant, et de l'autre côté par Louis Corbeil ou représentant; avec deux maisons et autres constructions dessus érigées, portant actuellement les numéros civiques 2070, 2076a, 2078, 2078a, 2078b, 2078c, 2080 et 2082 de ladite rue Panet et avec tous autres droits inhérents."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL mil neuf cent quatorze-huit, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, à la salle d'audience numéro 31 au Palais de Justice, à Montréal, ou à toute autre salle d'audience, à laquelle les parties et les intéressés pourront être référés, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges ou liste des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Montréal, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à la dite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, Non summ., No. 258253. Edmond Lapointe & al., plaintiffs, vs Henri Lapointe, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice Alfred Duranleau of the Superior Court, sitting in Montreal, district of Montreal, on March 5th 1948, in the case of which Edmond Lapointe, taxi driver, Rose-Alma Lapointe, wife separated as to property of Edouard Brochu, and the latter to authorize and assist his wife, Lucienne Larose, spinster, Germaine Larose, wife common as to property of Alcide Laliberté and the latter to authorize and assist his wife, Antonio Larose, employee for the Montreal Tramways Company, all of the city and district of Montreal, plaintiffs, and Henri Lapointe, of the city and district of Montreal, defendant, ordering the licitation of the immovable described as follows, namely:

"An emplacement situate in the city of Montreal, on Panet street, known and designated as lot number one thousand one hundred and seventeen (1117) on the official plan and book of reference of Sainte-Marie Ward, containing forty-seven feet in front by one hundred and eight feet in length, (47 x 108) english measure, more or less, fronting of Panet street, in the rear by François Gauthier or representative, on a side by Jean Baptiste Larivière or representative and on the other side par Louis Corbeil or representative; with two houses and constructions thereon erected, bearing actually civic numbers 2070, 2076a, 2078, 2078a, 2078b, 2078c, 2080, 2080a and 2082 of the said Panet street, and appurtenances."

The above described immovable will be put up for auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-SECOND day of APRIL 1948, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, in room No. 31, of the Court House, in the city of Montreal, or in such other room that the parties may be referred to, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the book or list of charges deposited at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal; and all opposition to annul, to secure charges or to withdraw to the said Prothonotary of the Superior Court at least twelve (12) days before the day fixed as above mentioned for the said sale and adjudication and all opposition to payment shall be deposited within six (6) days after the adjudication; in

à fin de conserver devra être déposée dans les six jours (6) après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire;

Un dépôt de deux mille dollars (\$2,000.00) quant à l'immeuble décrit devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère, entre les mains de l'officier chargé de la vente.

Montréal, ce 12 mars 1948.

Les Procureurs des demandeurs,
PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN,
21658-12-2-o HODGE & MERCIER.

default of the parties so producing the said oppositions within the said delays prescribed above, their right to do so will be foreclosed.

A deposit of two thousand dollars (\$2,000.00) for the property designated must be made by each bidder with every bid in the hands of the officer in charge of the sale.

Montreal, March 12th, 1948.

PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN,
21658-12-2-o HODGE & MERCIER,
Attorneys for plaintiffs.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAINT-MAURICE

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ST-MAURICE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Oscar Leclerc, secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale du comté de Saint-Maurice, que conformément aux dispositions du Code municipal et au règlement No 50 du conseil de comté adopté le 10 septembre 1947 et approuvé par l'Honorable Ministre des Affaires Municipales, les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique en la salle publique au village de Yamachiche, lieu où le conseil du dit comté tient ses sessions, JEUDI, le TREIZIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres redevances dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Public notice is hereby given, by the undersigned, Oscar Leclerc, Secretary-Treasurer of the Municipal Council of the County of Saint-Maurice, that in conformity with the provisions of the Municipal Code and of By-law No. 50 of the County Council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal Affairs, the immovables hereinabove mentioned will be sold by public auction, in the public hall of the Village of Yamachiche, place where the Council of the said County holds its meetings, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and forty-eight, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and other assessments due the above municipalities, on the various lots hereinafter designated, unless the same be paid with costs incurred, before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse Ste-Anne-d'Yamachiche.— Municipality of parish Ste-Anne d'Yamachiche

Nom Name	No cadastre Cadastral No.	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total du Total due
Succession-Estate Lamy, Lucien	1034	\$ 1.05	\$ 4.19	\$ 5.24

Municipalité de Ste-Flore.— Municipality of Ste-Flore

Nom Name	No cadastre Cadastral No.	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Eau et int. Water and int.	Total
Boisvert, Maurice	P. 113, P. 114	Grand'Mère	\$ 0.69	\$ 4.20		\$ 4.89
Boisvert, Maurice	P. 120	St-Olivier	1.14	2.10		3.24
Juneau, Ephrem	P. 468	St-Théophile	0.37	0.78		1.15
Juneau, Ephrem	P. 473	St-Théophile	0.38	0.78		1.16
Juneau, Ephrem	P. 193	Chemin des Piles	0.38	1.20		1.58
Leduc, Roland	P. 451	St-Alexandre	23.94	58.30		82.24

Municipalité de St-Mathieu.— Municipality of St-Mathieu

Noms Names	No cadastre Cadastral No.	Rang Range	Superficie Area	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total dû Total due
Juneau, Ephrem	1 & 2	18	138	\$ 4.68	\$ 4.68	\$ 9.36
Juneau, Ephrem	3	18	130	4.68	4.68	9.36
Juneau, Ephrem	9	19	130	6.23	6.23	12.46
Juneau, Henrie	P. 11	19	114	5.54	5.54	11.08
Samson, Armand	1 & 2	14	83	12.03	4.75	16.78
Villemure, Hervé	P. 9	11	50	2.35	2.35	4.70

Corporation municipale de La Pointe-du-Lac.— Municipal Corporation of La Pointe-du-Lac.

Noms Names	No cad. Cad. No.	Rang Range	Superficie Area	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes seol. School taxes	Int. Int.	Rentes seign. Seign. Rent	Frais Costs	Total Total
Berthiaume, Josaphat	510....	6.....	14-00....	\$ 0.56	\$ 0.36	\$0.04	\$ 0.16	.....	\$ 1.14
Bourassa, Adélar.	306....	4.....	9-00....	1.04	0.94	0.08	0.50	\$0.29	2.85
Bourassa, Thomas...	578....	7.....	13-80....	0.81	1.50	0.05	0.27	0.29	2.92
Desaulniers, Clément	473....	St-Nicolas	17-53....	7.25	6.25	0.73	0.82	0.29	15.34
Desaulniers, Clément	470....	St-Nicolas	9-66....	0.15	0.13	0.45	.....	.....	0.73
Desaulniers, Clément	471....	St-Nicolas	17-77....	0.29	0.25	0.90	.....	.....	1.44
Desaulniers, Clément	472....	St-Nicolas	40-00....	1.67	1.25	1.80	.....	.....	4.72
Desaulniers, Clément	458....	St-Nicolas	6-11....	0.43	0.37	1.35	.....	.....	2.15
Hamel, Albert.....	342....	5.....	13-65....	11.43	4.65	1.00	1.63	0.58	19.29
Hamel, Albert.....	340....	5.....	13-50....	3.17	1.13	.....	0.63	.....	4.93
Hamel, Albert.....	142....	1.....	4-50....	2.80	2.47	.....	.....	.....	5.27
Ricard, M.-Louis....	460....	St-Nicolas	18-00....	0.17	0.62	.....	.....	.....	0.79

Corporation municipale de La Visitation de La Pointe-du-Lac
Municipal Corporation of La Visitation de La Pointe-du-Lac

Nom Name	Occupation	No cadastre Cadastral No.	Rang Range	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes seol. School taxes	Int.	Total
Dupont, Roland....	Journalier..	267.....	3.....	\$ 4.80	\$ 9.00	\$ 0.20	\$14.00

Donné à Yamachiche, le sixième jour du mois de mars, mil neuf cent quarante-huit.

Given at Yamachiche, this sixth day of the month of March, nineteen hundred and forty-eight.

Le Secrétaire-trésorier,
OSCAR LECLERC.

OSCAR LECLERC,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de Magistrat, Drummondville,
District d'Arthabaska

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Magistrate's Court, Drummondville
District of Arthabaska

Drummondville, à savoir: { JEAN PAUL LE-
N° 6991 } TENDRE et FER-
NAND L ETENDRE, commerçants, de Ville
St-Joseph, district d'Arthabaska, comté de Drum-
mond, y faisant affaires sous la raison sociale de
"Letendre & Frères", demandeurs, vs GÉRARD
MORIN, bourgeois, de St-Jean-Baptiste, dis-
trict d'Arthabaska, comté de Drummond, dé-
fendeur.

Drummondville, to wit: { JEAN PAUL LE-
No. 6991 } TENDRE and
FERNAND LETENDRE, traders, of the town
of St-Joseph, district of Arthabaska, county of
Drummond, carrying on business there under
the firm name of "Letendre & Frères", plaintiff;
vs GÉRARD MORIN, bourgeois, of St-Jean-
Baptiste, district of Arthabaska, county of Drum-
mond, defendant.

Comme appartenant au défendeur;

A belonging to the defendant:

Un emplacement borné au nord-ouest par le
No 151-224, au nord-est par la seizième avenue
(No 151-219), au sud-est par le No 151-222, au
sud-ouest par la partie non subdivisée du No 151
mesurant 50 pieds de front par 100 pieds de pro-
fondeur, contenant une superficie de 5000 pieds
carrés, aux plan et livre de renvoi officiels du
canton de Grantham, avec bâtisses dessus cons-
truites.

An emplacement bounded on the northwest by
No. 151-224, on the northeast by Sixteenth Ave-
nue (No. 151-219), on the southeast by No. 151-
222, on the southwest by the unsubdivided part
of No. 151, measuring 50 feet in front by 100
feet in depth, containing a superficial area of
5000 square feet, on the official plan and in the
book of reference for the township Grantham —
with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse St-Joseph, Ville St-Joseph, comté de
Drummond, le VINGT-SEPTIÈME jour d'A-
VRIL 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold, at the church door of the parish of
St-Joseph, town of St-Joseph, county of Drum-
mond, on the TWENTY-SEVENTH day of
APRIL, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 19 mars 1948. 21745-13-2-o
[Première insertion, 27 mars 1948]

Sheriff's Office,
Arthabaska, March 19, 1948. 21745-13-2
[First insertion, March 27, 1948]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
C. S. District of Montréal

Montréal, à savoir: } LA BANQUE CANA-
N° 258647 } DIENNE NATIONA-
LE, demanderesse; vs ERNEST LEGAULT,
défendeur, & YVES ROLLAND, curateur au
délaissement.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent deux (502) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Lachine, avec une maison en bois et les autres dépendances y érigées, lequel lot de terre mesurait originellement 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mais n'a aujourd'hui que 90 pieds de profondeur; qu'il a été extrait une lisière de 10 pieds de longueur par toute la largeur dudit lot qui fait maintenant partie de la rue Notre-Dame, dans la cité de Lachine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Montréal, 3 mars 1948. L.-P. CAISSE.
[Première insertion, 6 mars 1948] 21564-10-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } THE BANQUE CANA-
No. 258647 } DIENNE NATIONA-
LE, plaintiff; vs ERNEST LEGAULT, defend-
ant; and YVES ROLLAND, curator to the
abandonment.

A lot of land known and designated under number five hundred and two (502) on the official cadastral plan and in the book of reference for the town of Lachine — with a wooden house and the other dependencies thereon erected — said lot of land originally measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, but now measuring only 90 feet in depth; a strip of land of ten feet in length by the whole width of said lot having been taken therefrom and now forms part of Notre-Dame Street, in the city of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
Montreal, March 3, 1948. Sheriff.
[First Insertion, March 6, 1948] 21564-10-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 13

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bonin vs Dulude..... 1011
Mongrain vs Cecyre..... 1012

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

360 — Concernant le tatif des régis-
trars..... 1012
379 — Concernant la révocation des
arrêtés en conseil numéros 894/27,
2096/27 et 1255/28 relatifs au jalonnement
de claims miniers..... 1013

ASSEMBLÉE:

Quebec Central Railway Company.... 1014

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1003

AVIS DIVERS:

Bagot (Partie nord-ouest), canton de
(Firage d'obligations)..... 1015
Bills sanctionnés..... 1017
Coopérative d'Électricité de Mani-
couagan (Fondation)..... 1019
La Corporation Générale des Institu-
teurs et Institutrices Catholiques de
la Province de Québec (Règlements) 1018
La Société d'Optométrie de Montréal
(Directeurs)..... 1015
La Société d'Optométrie de Montréal
(Règlements)..... 1014
L'Association des Instituteurs et Insti-
tutrices Catholiques du District Ur-
bain No 25 (Formation)..... 1018
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Anne
de Sabrevois (Formation)..... 1015
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Rémi
d'Amherst (Formation)..... 1015
L'Union des Employés de la Mine Powell
(Formation)..... 1015

Index of the Quebec Official Gazette, No. 13

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bonin vs Dulude..... 1011
Mongrain vs Cecyre..... 1012

ORDERS IN COUNCIL:

360 — Concerning the tariff of regis-
trars..... 1012
379 — Concerning the revoking of or-
ders in council Nos. 894/27, 2096/27
and 1255/28 respecting the staking of
mining claims..... 1013

MEETING:

Quebec Central Railway Company.... 1014

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1003

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bagot (North-West Part), township of
(Drawing of bonds)..... 1015
Bills sanctioned..... 1017
Coopérative d'Électricité de Mani-
couagan (Foundation)..... 1019
La Corporation Générale des Institu-
teurs et Institutrices Catholiques de
la Province de Québec (By-laws).... 1018
La Société d'Optométrie de Montréal
(Directors)..... 1015
La Société d'Optométrie de Montréal
(By-laws)..... 1014
L'Association des Instituteurs et Insti-
tutrices Catholiques du District Ur-
bain No 25 (Formation)..... 1018
Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Anne
de Sabrevois (Formation)..... 1015
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Rémi
d'Amherst (Formation)..... 1015
L'Union des Employés de la Mine Powell
(Formation)..... 1015

Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de (Tirage d'obligations)	1016
St-Fulgence, paroisse de (Tirage d'obligations)	1016
St-Georges-Ouest, village de (Obtention de lettres patentes)	1014
Syndicat Catholique des Employés de Pharmacies de Québec, Inc. (Formation)	1016
Syndicat Catholique National des Employés de Aviv Textile, Inc. (Existence corporative terminée)	1014
Union des Artistes Lyriques et Dramatiques (Formation)	1018
Universal Equipment Ltd.—Equipement Universel Ltée (Directeurs)	1016

CHARTES — ABANDON DE:

Fortier, Brisebois, Inc.	1019
La Compagnie Caron & Fortin Limitée	1019
La Compagnie d'Aqueduc de Cabano	1019

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Casimir	1019
--	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Grosses Roche, munic. scolaire de	1021
L'Ancienne-Lorette, munic. scolaire de la paroisse de	1021
Notre-Dame des Laurentides, munic. scolaire de	1022
Ste-Thècle, munic. scolaire de la paroisse de	1021
Cap-Désespoir, munic. scolaire de	1020
Chatham No 1, munic. scolaire de	1020
St-Etienne-des-Grès, munic. scolaire de	1020
St-Jean de Cherbourg, munic. scolaire de	1020
St-Louis de Courville, munic. scolaire de	1021
Syndics d'écoles protestantes d'Amos	1021
Valcourt, munic. scolaire de	1020

TRAVAIL:

Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Rouyn-Noranda, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé et Bonaventure (Modification)	1023
Métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn (Modification)	1022
Tanneries et corroieries de la province de Québec (Modification)	1022

TRÉSOR:

Assurances:

Union Mutual Life Insurance Company	1028
---	------

GREFFES DE NOTAIRES:

Beauchamp, J.-Eudore, en faveur de	1028
--	------

LETTRES PATENTES:

Brodeur Cycle & Sport Limited	1004
Canbritex Company Ltd.	1005
Charles A. Giguère Inc.	1011
Grenache Inc.	1005

Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of (Drawing of bonds)	1016
St-Fulgence, parish of (Drawing of bonds)	1016
St-Georges-West, village of (Application for letters patent)	1014
Syndicat Catholique des Employés de Pharmacies de Québec, Inc. (Formation)	1016
Syndicat Catholique National des Employés de Aviv Textile, Inc. (Corporate existence terminated)	1014
Union des Artistes Lyriques et Dramatiques (Formation)	1018
Universal Equipment Ltd.—Equipement Universel Ltée (Directors)	1016

CHARTERS — SURRENDER OF:

Fortier, Brisebois, Inc.	1019
La Compagnie Caron & Fortin Limitée	1019
La Compagnie d'Aqueduc de Cabano	1019

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de St-Casimir	1019
--	------

EDUCATION:

Grosses Roches, school munic. of	1021
L'Ancienne-Lorette, school munic. of the parish of	1021
Notre-Dame des Laurentides, school munic. of	1022
Ste-Thècle, school munic. of the parish of	1021
Cap-Désespoir, school munic. of	1020
Chatham No 1, school munic. of	1020
St-Etienne-des-Grès, school munic. of	1020
St-Jean de Cherbourg, school munic. of	1020
St-Louis de Courville, school munic. of	1021
Protestant School Trustees of Amos	1021
Valcourt, school munic. of	1020

LABOUR:

Charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the judicial districts of Québec, Trois-Rivières, Abitibi, Rouyn-Noranda, Chicoutimi, Roberval, Saguenay, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé and Bonaventure (Amendment)	1023
Barber and hairdresser trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn (Amendment)	1022
Tanners and curriers of the Province of Québec (Amendment)	1022

TREASURY:

Insurance:

Union Mutual Life Insurance Company	1028
---	------

NOTARIAL RECORDS:

Beauchamp, J.-Eudore, in favour of	1028
--	------

LETTERS PATENT:

Brodeur Cycle & Sport Limited	1004
Canbritex Company Ltd.	1005
Charles A. Giguère Inc.	1011
Grenache Inc.	1005

Hôtel Disraéli Ltée.....	1005	Hôtel Disraéli Ltée.....	1005
Hurtubise et St-Cyr Limitée.....	1006	Hurtubise et St-Cyr Limitée.....	1006
Joy Footwear Ltd.....	1006	Joy Footwear Ltd.....	1006
La Corporation des Propriétaires de Taxis de Montmagny.....	1006	La Corporation des Propriétaires de Taxis de Montmagny.....	1006
La Fédération des Sociétés Saint-Jean- Baptiste du Québec.....	1007	La Fédération des Sociétés Saint-Jean- Baptiste du Québec.....	1007
L'Association des Grossistes en Fruits et Légumes du Québec — Wholesale Fruit & Vegetable Association.....	1007	L'Association des Grossistes en Fruits et Légumes du Québec — Wholesale Fruit & Vegetable Association.....	1007
Lionel Daoust, Limitée.....	1008	Lionel Daoust, Limitée.....	1008
Mack Sporting Club Incorporated.....	1008	Mack Sporting Club Incorporated.....	1008
Martz Meat Market Inc.....	1009	Martz Meat Market Inc.....	1009
Meunerie Antoine Guertin Ltée — Ltd Phelan, Destrempe & Reynolds Li- mited.....	1010	Meunerie Antoine Guertin Ltée — Ltd Phelan, Destrempe & Reynolds Li- mited.....	1010
Saillant Inc.....	1010	Saillant Inc.....	1010
Tricots Lainart Incorporée — Lainart Hosiery Incorporated.....	1010	Tricots Lainart Incorporée — Lainart Hosiery Incorporated.....	1010
Wolf Underwear Ltd.....	1011	Wolf Underwear Ltd.....	1011
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Concernant la mise en vigueur de la Loi concernant le mode et les formalités de l'enregistrement et de l'article 5 de la Loi modifiant le Code civil, sanctionnées, la première, le 6 février 1948 et la seconde, le 11 mars 1948..	1028	Concerning the coming into force of the Act respecting the mode and formalities of registration and of section 5 of the Act to amend the Civil Code, sanctioned, the first on February 6, 1948 and the second on March 11, 1948	1028
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Albert Royer Limitée.....	1029	Albert Royer Limitée.....	1029
Charles A. Giguère Inc.....	1030	Charles A. Giguère, Inc.....	1030
Huot & Frères Limitée.....	1030	Huot & Frères Limitée.....	1030
La Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec — Quebec Au- tomobile Club Insurance Company..	1030	La Compagnie d'Assurance du Club Automobile de Québec — Quebec Au- tomobile Club Insurance Company	1030
VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Express Company....	1030	Canadian Pacific Express Company....	1030
Canadian Pacific Railway Company....	1030	Canadian Pacific Railway Company....	1030
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Lapointe <i>et al</i> vs Lapointe.....	1031	Lapointe <i>et al</i> vs Lapointe.....	1031
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
St-Maurice, comté de.....	1032	St-Maurice, county of.....	1032
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Letendre <i>et al</i> vs Morin.....	1033	Letendre <i>et al</i> vs Morin.....	1033
MONTREAL:		MONTREAL:	
Banque Canadienne Nationale vs Le- gault.....	1034	Banque Canadienne Nationale vs Le- gault.....	1034
21747o		21747-o	